

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

96, Quai de Jemmapes, Paris (X<sup>e</sup>)

Le Numéro-double : 3 fr.

*Proletaires de tous les pays, unissez-vous !*

## SOMMAIRE

L'Accalmie (*Boris Souvarine*). — A la mémoire de Karl Marx (*Primus*). — Lettre de Moscou. — La répression du communisme en Russie soviétique. — Victor-Serge en prison. — Dans l'Internationale : Allemagne ; Autriche ; Russie ; Tchéco-Slovaquie. — La scission du Parti communiste belge (*Louis Ramon*). — Paul Axelrod (*Ant. Heseu*). — Nos morts. — Livres et Revues (*Pierre Kaan*). — Entre nous.

## DÉPORTÉS



LÉON TROTSKY,  
sa femme et son fils cadet, dans leur exil d'Alma-Ata (Vierny).

(Lire notre article à la page 444).

# L'Accalmie

Le monde capitaliste connaît à nouveau une époque où la politique des grandes nations industrielles se traite dans des élections au pseudo-suffrage universel. La guerre civile et la guerre étrangère, expressions violentes de la politique des classes et des Etats, ont fait place aux formes constitutionnelles et diplomatiques des antagonismes sociaux et nationaux.

C'est un des aspects de cette stabilisation du capitalisme que les manitous de l'Internationale communiste ont niée avec un acharnement aveugle jusqu'au jour où, daignant admettre l'évidence, ils ont inscrit la stabilisation capitaliste à leur catalogue complet des notions admises, en la qualifiant naïvement de « relative » comme pour défier la réalité et réaliser un compromis entre leur erreur de la veille et la vérité tardivement découverte. La relativité n'avait pourtant nul besoin d'être évoquée spécialement en la circonstance, à moins que le « léninisme » ne puisse s'élever accidentellement à la méthode de Marx sans la mitiger d'affirmations de La Palisse.

Tout relative qu'elle soit, la stabilisation de l'économie bourgeoise se traduit par une clarification... non moins relative de l'état politique de l'Europe, si troublé après la guerre que les révolutionnaires avaient pu croire leur heure venue. Depuis plusieurs années, un ordre de choses s'est établi dont on chercherait vainement la description et l'analyse objectives dans les charretées de « thèses » usinées par les bureaux de l'Internationale communiste, et dont les socialistes ne semblent pas soupçonner la signification.

\* \*

La situation politique des pays industriels présente une caractéristique générale commune, une identité foncière dissimulée sous la diversité des apparences, — variété des terminologies, diversité des traditions, variantes superficielles des programmes : pour employer le vocabulaire courant, avec tout ce qu'il implique d'interprétations propres aux communistes, il s'agit d'un équilibre entre deux groupes de forces principaux considérés dans leurs tendances, entre la « droite » et la « gauche » classiques, entre une réaction incapable de réagir et un progrès impuissant à progresser.

La Chambre des Communes a vu une majorité libérale-travailliste avant d'avoir une majorité conservatrice et elle peut connaître demain une nouvelle majorité tra-

vaille-libérale : mais ce sont, dans les divers cas, des majorités insignifiantes, d'ailleurs dues au jeu déformateur de la loi électorale ; elles ne laissent pas une moitié du Parlement imposer sa volonté à l'autre moitié si des intérêts de classe importants sont en cause ; les deux parties sont tenues à des ménagements réciproques, à des prudenances temporisatrices qui atténuent dans la pratique les différences de programme ; dans cet état d'équilibre, les nuances d'opinion acquièrent une importance particulière et c'est par elles que s'expriment les tendances profondes impuissantes à se manifester ouvertement.

La Chambre des Députés offre un tableau analogue. Les successives majorités dites du Bloc national, du Cartel des gauches, de l'Union nationale, également faussées par les lois électorales, ont eu pour contre-poids des coalitions de force presque égale et les parties rivales ont dû pratiquer des politiques approximativement identiques. Ici, l'atténuation de la lutte des classes a même permis l'interchangeabilité du personnel gouvernemental avec la confusion des programmes. Le Bloc national et le Cartel des gauches se sont scindés en cours de législature sans que ces scissions tirent à conséquence et l'on peut prophétiser sans risque un épisode de même sorte à la soit-disant Union nationale.

Au Reichstag, où les partis représentent mieux qu'en France des catégories sociales définies, la situation est semblable. Les grands courants politiques s'équilibrent en se contrecarrant. La résultante peut, comme en France, se traduire dans la formation d'un gouvernement de coalition, alors qu'en Angleterre la tradition pousse au cabinet d'un seul parti, le fond politique est identique : c'est un équilibre de forces.

Dans les principaux Etats capitalistes d'Europe, « droite » et « gauche » font compétition d'impuissance. En dépit des programmes, une sorte d'opinion moyenne prévaut qui respecte l'ordre établi et ne conduit à rien qu'à laisser au régime un répit. Le même phénomène se constate en Belgique, en Autriche, en Tchéco-Slovaquie, en Suède et en Norvège. Cet équilibre politique reflète assez bien des rapports économiques et sociaux où les capitalistes trouvent leur profit, où les prolétaires ont retrouvé leurs salaires, où les chômeurs reçoivent des allocations, où les classes intermédiaires se tirent encore d'affaire.

Une autre force s'oppose aux deux autres sans se révéler plus efficace : celle du mouvement communiste. Dans la période donnée, elle ne peut guère compter qu'en intervenant comme appoint. Manœuvrée sans esprit de suite tantôt au service des intérêts mal compris de l'Etat soviétique, tantôt sous l'inspiration d'une conception baroque des intérêts de l'Internationale, elle a favorisé parfois la gauche bourgeoise, le plus souvent la droite mais jamais, depuis 1924, n'a servi la classe dont elle devrait par définition représenter l'avant-garde. La bourgeoisie en fait maintenant peu de cas tout en l'utilisant, comme en se jouant, à des fins de tactique parlementaire et en limitant son action par les moyens habituels de police.

Le développement ultérieur des forces productives, avec les transformations qu'il implique dans la répartition des produits et la division du travail, dans la technique industrielle et les relations de classes, suscitera de nouveaux besoins qui imposeront à de nouveaux groupements des luttes nouvelles. Mais il s'agit d'un processus lent, laissant aux générations usées par la guerre et ses lendemains une trêve au moins égale aux intervalles constatés autrefois entre les crises cycliques. Une génération neuve a le temps d'entrer en scène pour l'heure où la rupture de l'équilibre sera d'actualité urgente.

\* \*

Ces tendances politiques ne trouvent pas leur correspondance mécanique dans la configuration des classes sociales. En France, la grande majorité du prolétariat participe au courant bourgeois de gauche, dans les rangs socialistes et radicaux, à côté d'une portion notable de la petite-bourgeoisie fonctionnaire, commerçante, paysanne, technicienne et artisanne. Une minorité ouvrière forme le contingent communiste où elle côtoie les boutiquiers mécontents des impôts et les paysans rouges qui, de tradition, « sont toujours à gauche dans la famille ». Dans le courant de droite se mêlent toutes les classes sous l'influence de la religion, du patriotisme et de la raison d'Etat : bourgeoisie industrielle et terrienne, paysans de toutes sortes menés par le curé, citadins de toutes conditions abrutis par la grande presse, travailleurs catholiques et rentiers sans confession. Complexité qui n'embarrasse pas les théoriciens du léninisme, comme on sait. En Grande-Bretagne où il n'y a que trois partis, le *Labour* seul correspond en gros à une classe et en Allemagne, où les dernières élections ont vu dix-sept partis, ce serait fantaisie de conce-

voir dix-sept catégories sociales méritant le nom de classes.

La thèse communiste officielle qui affirme trois cent soixante-cinq fois par an, depuis quatre ans, que « la lutte des classes s'aggrave », « devient de plus en plus aiguë », « s'intensifie », etc., n'explique pas comment à force de s'aggraver, de s'aiguïser, de s'intensifier, cette lutte ne se livre pas encore à coups de grenades et de mitrailleuses. Le point de vue communiste « oppositionnel » orthodoxe — car une orthodoxie ne suffisait pas, paraît-il, et nous en avons une deuxième, dont le besoin se faisait vivement sentir — n'est pas plus explicite sans le céder en rien à l'autre quant à l'assurance dans une affirmation identique, dite « de gauche ». Notre hérésie impénitente a constaté, depuis plusieurs années déjà, un phénomène exactement contraire ; elle en trouve l'illustration nouvelle dans les dernières élections, dans leur fait même et dans leurs suites.

Depuis le plan Dawes, la lutte des classes ne s'intensifie pas le moins du monde en Europe : elle se ralentit. La « radicalisation des masses » est une hallucination d'hystériques : les manifestations Sacco-Vanzetti ne prouvent rien de plus que les manifestations Ferrer, l'émeute de Vienne n'annonce pas plus de révolution sociale à brève échéance que l'insurrection italienne de 1914 (au fait, complètement oubliée), et la grève générale anglaise a été une grève générale comme d'autres grèves plus ou moins générales, sans autre progrès de conscience ni de tactique révolutionnaires. Quelque importance qu'on puisse accorder à ces événements, très instructifs pour qui est capable d'étudier, c'est une erreur grossière de les rattacher sans raison à un système préconçu pour leur attribuer arbitrairement la valeur de signes annonciateurs de la tempête.

Quant à prévoir la durée de cette accalmie, relative, certes, relative, — reflet d'une stabilité économique qui apaise momentanément la lutte des classes (sans réduire en rien, bien entendu, les antagonismes sociaux), ce devrait être le rôle de l'Internationale, qui dispose de certains moyens de sonder les ressources du capitalisme, d'étudier ses possibilités de développer les forces productives, de révéler les contradictions résultant de ses progrès mêmes. La carence du prétendu guide du prolétariat mondial, lequel nous sert, en fait d'investigation méthodique et de prévisions motivées, des assertions évidemment contraires à la réalité et des boniments apocalyptiques ; l'inconscience, d'autre part, de la « parure

intellectuelle » socialiste pour qui toutes ces questions ne se posent même plus, — cette carence et cette inconscience imposent aux marxistes anomalistiques préoccupés des problèmes généraux de l'époque des devoirs accrus. Il faudra du temps pour les assumer avec honneur.

\* \* \*

Mais il est une série de pays où la stabilité politique est obtenue, non grâce à l'équilibre parlementaire des partis mais par la domination de l'un sur les autres imposée de vive force. Ce sont, à des titres différents, la Russie, l'Italie, la Hongrie, l'Espagne, la Pologne et les Etats balkaniques. Si particuliers que soient les traits distinctifs de ces dictatures, sous de fallacieuses analogies extérieures, quelque antagonisme fondamental qui oppose le bolchévisme au fascisme, et bien que le système polonais réussisse un compromis entre le parlementarisme et l'autorité prétorienne, tous ces pays ont ceci de commun que le caractère dictatorial du pouvoir correspond à une économie arriérée où l'agriculture tient plus de place que l'industrie. Alors que les autres Etats sont à l'avant-garde du progrès industriel, soit en créateurs, soit comme héritiers.

Dans son *Discours sur l'inégalité parmi les hommes*, Rousseau note, en observant les autocraties asiatiques : « ... *Les despotes règnent sur les plaines...* », intuition pour ainsi dire pré-marxiste de géographie économique et sociale, trait de lumière sur le terrain où repose la matière première paysanne nécessaire au despotisme. De même que les dictatures contemporaines s'appuient sur la passivité des paysans, de cette classe qui, selon la forte expression de Marx, « *représente la barbarie dans la civilisation* », la démocratie, fût-elle bourgeoise, avec tout ce qu'elle implique de tromperie et tout ce qu'elle peut comporter, malgré tout, de relativité démocratique, est inséparable du progrès industriel, dans une phase historique donnée. Et c'est une grande faute des meneurs actuels du mouvement communiste international que de prétendre imposer dans les pays de la grande production moderne les méthodes et les tactiques conçues dans un pays agraire. C'est méconnaître l'originalité du développement respectif des nations historiquement formées en initiatrices de la civilisation capitaliste, originalité dont Lénine a souvent souligné l'importance. Les prolétariats de ces pays sont porteurs d'habitudes, de traditions, de culture, — quelque opinion qu'on en ait, — en majeure partie héritées de la bourgeoisie, leur éducatrice, qui fut révolutionnaire ; si

des générations ouvrières se transmettent aisément des illusions en même temps que leur conscience de classe, le moyen d'éclairer celle-ci, de dissiper celles-là n'est pas de traiter en paysans arriérés les prolétaires évolués.

Les démocrates vulgaires ne cessent de prophétiser l'écroulement prochain des « régimes de dictature » de même que les révolutionnaires phraseurs ne se lassent pas d'annoncer chaque jour la fin de la démocratie bourgeoise. Les uns et les autres communient dans la même erreur. Ils prennent leurs désirs pour la réalité et voient dans les formes politiques détestées le fruit de la malignité de leurs ennemis. Est-il donc si difficile de comprendre que ces formes découlent d'un certain cours économique-historique dans lequel le rôle indéniable des hommes ne peut s'exercer avec une absolue liberté ?

Bolchévisme et fascisme répondent aux exigences d'une époque où la production serait affaiblie par le libéralisme manchestérien, où s'impose l'immixtion dans l'économie d'un Etat puissamment armé. La violence politique n'est qu'un moyen, d'emploi inévitablement prolongé dans les pays où le prolétariat industriel est numériquement faible devant une grande masse paysanne, d'usage épisodique dans les Etats modernes disposant de procédés de coercition discrets à l'usage d'une société où les classes s'équilibrent de toutes sortes de façons. Si la dictature nécessaire du prolétariat en Russie a dégénéré très vite en autocratie bureaucratique, c'est, entre autres raisons, qu'elle s'est trouvée isolée dès l'origine dans le monde ouvrier de par l'incompréhension hostile du mouvement socialiste imprégné d'idées bourgeoises, phénomène lui-même très explicable historiquement sans qu'il soit besoin d'en imputer la responsabilité exclusive à de prétendus « chefs » qui ne dirigent rien ; mais cette dégénérescence n'infirme pas la signification historique de la tentative. Quant aux dictatures réactionnaires, elles n'eussent de même pas eu lieu si des minorités révolutionnaires combattives n'avaient été isolées de la masse socialiste lors des grandes luttes sociales d'après-guerre, si la classe ouvrière des pays en question s'était sentie dans son ensemble apte à imposer son pouvoir par la force. La responsabilité des hommes, dans une telle tournure d'événements, est à la fois effet et cause, produit et facteur déterminant, dont l'influence s'entrecroise avec les motifs économiques, eux-mêmes causes et effets, dans un complexe à l'issue immédiate imprévisible abstraitement mais parfois parfaitement prévisible dans le concret.

Malheureusement, bolchévisme et fascisme ont surtout servi de thèmes à jérémiades insipides ou à exaltations creuses dans les partis prolétariens au lieu d'être étudiés comme ils le méritent pour la richesse de leur expérience, avec l'objectivité nécessaire au travail scientifique et le parti-pris de classe indispensable à la lutte. Et si l'on s'obstine, de part et d'autre, à ne pas tenir compte de leçons de cette valeur, il y aura encore de beaux jours pour la domination bourgeoise, même quand la prochaine grande crise capitaliste offrira au prolétariat une occasion nouvelle de la renverser.

Les communistes se sont lourdement trompés en attendant cette crise d'une sorte d'usure des moyens de production rendant le capitalisme impuissant à satisfaire les besoins essentiels de la société. Tous les enseignements économiques du marxisme tendent au contraire à attribuer les crises capitalistes à la surproduction et justifient les vues de Fourier sur leur caractère pléthorique. « *A chaque crise, — écrivait Engels dans son *Anti-Dühring*, — la société étouffe sous l'exubérance de ses propres forces productives et de ses produits qu'elle ne peut utiliser...* » La thèse communiste russe en ce cas comme en d'autres tend à rejoindre des théories primitives d'avant Marx, celles d'Owen et de Malthus, de Sismondi et de Rodbertus sur les crises de sous-consommation. Les socialistes ne se trompent pas moins en considérant la dernière guerre comme un cauchemar dont la bonne volonté conciliatrice des gouvernements bourgeois pourrait empêcher le retour et le monde capitaliste comme un milieu paisiblement habitable à la faveur de perfectionnements socialistes. Et les communistes se trompent à nouveau en dénonçant quotidiennement une guerre anti-soviétique imminente sans motivation économique sérieuse tout en fermant les yeux sur les réels dangers de guerre inter-capitaliste qui s'accumulent sourdement.

En réalité, ce sont les progrès intenses de la production aux Etats-Unis et en Allemagne, stimulant les autres pays, qui laissent entrevoir déjà la future crise d'où pourront surgir guerres ou révolutions. Mais pour l'heure, nous sommes dans l'accalmie et il s'agit seulement d'élections.

\* \*

Les élections d'Avril et Mai, en France et en Allemagne, n'ont révélé aucun changement important dans la situation politique des deux pays. Les grands partis restent sur leurs positions, avec un léger avantage

à ceux de gauche. En France, les socialistes ont obtenu 1.717.212 voix, les communistes 1.060.334 ; en Allemagne, les socialistes 9.111.438 voix, les communistes 3.232.875. La loi électorale française, compliquée d'une tactique communiste très spéciale, n'a pas donné aux partis de gauche (qui ont totalisé 4.718.848 voix sur 8.056.112 votants) une représentation parlementaire exacte de leurs suffrages mais cela ne change rien à la tendance observée. En Allemagne, la représentation proportionnelle n'a pas permis aux communistes d'imiter leurs congénères français et de renouveler leur exploit de l'élection d'Hindenburg.

Les voix communistes en France ont marqué *en apparence* une petite augmentation : en vérité, celle-ci correspond à l'accroissement du nombre total des votants et du nombre des candidats. Le Parti a donc approximativement conservé ses suffrages de 1924. En Allemagne, les 3.693.300 voix communistes de 1924 ne sont pas encore retrouvées : il s'en faut de 450.000 voix. De tels résultats ont servi de prétexte à des hurlements de triomphe... Quand les succès réels font défaut, les caractères typographiques sont là pour faire illusion.

Après quatre années d'affirmations impudentes sur l'irrésistible marche en avant du Parti, la multiplication de ses cellules, le pullulement de sa presse, la conquête vertigineuse des larges masses, la pulvérisation des adversaires socialistes et réformistes, quatre années de bolchévisation alimentées de moyens financiers comme jamais n'en disposa parti révolutionnaire avant eux, nos léninistes à tout casser, exceptionnellement favorisés par des gouvernants qui font leur jeu et par des partis socialistes qui leur laissent champ libre en tournant au républicanisme petit-bourgeois sont réduits à célébrer comme des victoires grandioses le fait de ne pas perdre de voix ou de se rapprocher d'un chiffre antérieurement atteint. Les malheureux peuvent bien s'évertuer à s'abuser eux-mêmes tout en trompant leurs suiveurs ; le prolongement d'une ivresse n'épargne pas le mal aux cheveux du réveil. Ceux qui connaissent l'histoire ouvrière savent bien comment tout cela finira...

Un parti qui se flatte de préparer la révolution et ne peut ni conserver ses membres, ni en gagner de nouveaux, ni élever le niveau moral et intellectuel du peu qu'il lui reste ; un parti qui se dit communiste et ne se montre apte qu'au battage électoral, comme les autres partis, en recourant aux pires moyens de charlatanerie ; un parti qui se prétend révolution-

naire, communiste et prolétarien *et n'ose même pas se présenter sous son nom*, s'appelle « bloc ouvrier et paysan » pour amadouer et racoler n'importe qui au nom de n'importe quoi ; un parti, enfin, qui se targue de rigueur doctrinale léniniste *et mène toute sa campagne avec des mots d'ordre platement républicains* (amnistie, paix à la Russie et autres revendications de même esprit subversif), un tel parti est vaincu avant d'avoir combattu et inscrit lui-même sa défaite dans ses propres textes, pour ceux qui savent lire.

Le parti socialiste n'a pas l'air de se douter d'avoir subi une défaite plus sensible encore que celle des communistes. Ses cent élus, dont les trois-quarts l'ont été grâce aux voix bourgeoises ou communistes indisciplinées du second tour, sont en majorité des républicains assagis élus sur un programme banalement démocratique très en retard sur le vieux programme radical d'autrefois. Ils lui donnent une représentation parlementaire à peu près conforme en nombre à celle que la proportionnelle eût établie, alors que les communistes eussent dû avoir quelque soixante-dix députés. Un parti qui s'enorgueillit de cent mille prétendus adhérents, qui a eu cent représentants à la Chambre, qui domine les municipalités de presque toutes les grandes villes de France, qui a joué un rôle essentiel au cours de deux législatures, et qui n'est capable ni de publier un journal quotidien digne de ce nom, ni de renforcer ses positions dans des centres prolétariens comme la Seine, le Nord et la Haute-Vienne, ni de distancer sérieusement un parti communiste mené par des gens méprisables à tous égards, — ce parti socialiste-là est un parti battu. Il ne donnera pas le change en s'enprenant aux communistes qui l'ont privé de trente sièges, car cette manœuvre, effectivement inepte parce que profitable à l'Union nationale, ne change pas les résultats du premier scrutin.

Les communistes n'ont pas eu un seul élu avec leurs seules voix... républicaines. Ils ont menti, une fois de plus, en se plaignant d'être victimes d'un « front unique de tous les partis bourgeois et socialistes » car une telle coalition eût réduit leur groupe parlementaire à zéro. Ils ont perdu, eux aussi, une trentaine de sièges du fait des représailles socialistes qu'ils avaient eux-mêmes provoquées et n'ont pas eu honte d'en pleurnicher en public, *condamnant ainsi leur propre tactique sans s'en rendre compte*. Ayant fait perdre, enfin, une vingtaine d'élus aux radicaux, c'est au total environ quatre-vingt sièges que les com-

munistes ont fait passer de gauche à droite, déplaçant ainsi cent soixante voix au bénéfice du gouvernement Poincaré.

Le succès de pure forme de l'Union nationale détermina en Bourse une hausse exceptionnelle de toutes les valeurs. *L'Information économique et financière*, un des rares journaux français sérieux et que, en l'occurrence, rien ne poussait à déformer la vérité, pouvait écrire le jour suivant : « *La Bourse a escompté les élections, où le maintien des candidatures communistes a mis hors de jeu quarante candidats d'extrême-gauche...* ». Dans le *Matin*, le préposé au « bon sens » du Français moyen, s'élevant occasionnellement au-dessus de sa moyenne, écrivait : « *Ce sont les communistes qui ont sauvé l'ordre actuel... Le mot d'ordre venu de Moscou : Pas d'alliance, répétons-le, a sauvé le pays* », — en quoi le personnage se trompait quant au péril qu'une victoire socialiste eût fait courir au régime. *L'Action française*, hors du jeu électoral et non intéressée à tromper ici, constatait :

« *...La consigne donnée par Moscou... a fait le salut de beaucoup de candidats de l'ordre. C'est grâce à elle, on peut le dire, que M. Poincaré pourra espérer retrouver une majorité.* »

« *A Paris, cela est très net : un nombre important d'élus modérés viennent s'ajouter à ceux du premier tour : la plupart n'auraient pas passé si les voix communistes ne s'étaient pas comptées à part des socialistes. On pourra se féliciter du résultat matériel : les sentiments manifestés par le corps électoral n'en restent pas moins inquiétants.* »

« *Dans le reste du pays, en un certain nombre d'endroits, là où le contingent communiste avait quelque importance, le même fait a eu les mêmes heureuses conséquences.* »

Ce beau travail a été accompli sur l'ordre des dirigeants communistes russes qui n'ont pas eu le courage d'en prendre la responsabilité publique et ont avoué implicitement leur gêne en travestissant les faits avec une malhonnêteté à peine croyable. « *Cinquante socialistes, dit la Pravda du 4 mai, ont été élus grâce aux voix communistes qui se sont reportées sur eux conformément aux décisions du P.C. français* ». Des commentaires affaibliraient pareilles constatations.

Observons seulement que la tactique dite, on se demande pourquoi, « classe contre classe », — car comment le concours donné par les pseudo-communistes à la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie peut-il être exprimé dans une telle formule ? — est l'œuvre des inventeurs mêmes du « bloc des quatre classes » pour la Chine, lequel bloc a pour bilan la décapitation, la

strangulation, la mise à la torture de milliers de communistes chinois, l'élite du mouvement révolutionnaire. Notons aussi que le « bloc ouvrier et paysan », en France, implique à lui seul l'idée d'au moins deux classes, dont l'une est celle des petits et moyens propriétaires ruraux, individualistes, rapaces, misonéistes et foncièrement, organiquement anti-communistes et contre-révolutionnaires. Constatons enfin qu'en fait de « radicalisation des masses », le prolétariat français, qu'il vote pour les communistes, les socialistes, les radicaux ou les républicains-socialistes, s'avère à la remorque de la petite-bourgeoisie républicaine, laquelle est maîtresse des quatre-cinquièmes du parlement, domine le pouvoir et l'Etat sous tous les gouvernements : belle illustration de la thèse communiste orthodoxe qui voit déjà entre la grande bourgeoisie et le prolétariat la lutte finale où les petits-bourgeois jouent un rôle imperceptible...

Nous avons apprécié, dans un précédent article, la fameuse tactique et ses considérants sans qu'on puisse nous opposer de réutation. L'essentiel nous semblait dit, mais il est des camarades pour qui la question n'est pas épuisée. L'opposition russe, en effet, qui porte une lourde part de responsabilité dans l'aberration du Bureau politique de son parti en suscitant une émulation de surenchère dite « de gauche », considère comme un succès personnel l'adoption de l'absurde tactique, et certains camarades, en France, ne lui donnent pas tort. « Classe contre classe », il paraît que cela répond à tout. Trois lignes du *Manifeste Communiste*, que nous avons citées, nous, en les éclairant d'un court commentaire historique et d'arguments puisés dans l'œuvre même de Marx, tiennent lieu de justification aux trois mots de la formule. Trois mots, trois lignes et tout est dit : cela caractérise bien le simplisme du bolchévisme d'après la mort de Lénine, de ce léninisme dont les deux grandes fractions du communisme russe se disputent la propriété. Nous essaierons de démontrer, dans une rapide esquisse, que la conception générale exprimée dans la formule controversée est en rupture avec la pensée marxiste de trois-quarts de siècle.

\* \*

L'idée de la division de la société en deux classes est commune à la plupart des devanciers de Marx. Nous l'avons signalée dans le *Manifeste des Egaux*, chez les Saint-Simoniens, chez Blanqui l'Ainé. Les Fouriéristes pensaient de même ; dans le *Manifeste*

*de la Démocratie au XIX<sup>e</sup> siècle*, Victor Considérant écrivait textuellement : « ...*La Société tend à se diviser de plus en plus distinctement en deux grandes classes : un petit nombre possédant tout ou presque tout... ; et le grand nombre ne possédant rien...* » (§VIII). Marx et Engels ont répété presque textuellement la même idée, qui emplit d'ailleurs la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. (En passant, notons que Considérant se disait monarchiste, ce qui devrait inciter à modestie les camarades d'aujourd'hui qui se croient très « de gauche » en reprenant sa formule, bientôt centenaire)...

La supériorité de Marx s'affirme précisément dans les passages du *Manifeste* où sa méthode d'analyse et de synthèse lui permet de fouiller plus profondément l'organisation sociale et, plus tard, dans ses études historiques où la complexité des antagonismes et des influences de classes est magistralement mise en lumière. Nous l'avons montré en nous référant au *Manifeste*, au *Dix-Huit Brumaire*, à la *Lutte des Classes en France*, à *Révolution et Contre-Révolution* en Allemagne. D'autres exemples le confirment. Dans un article sur la *Question d'Orient* (*New-York Tribune*, 1853), Marx écrit :

« *On ne saurait représenter les Turcs comme la classe dirigeante de la Turquie, car les relations entre les différentes classes sont aussi mêlées que celles des diverses races. Le Turc est, suivant les lieux et les circonstances, ouvrier, fermier, petit tenancier, commerçant, seigneur féodal (dans la phase la plus basse et la plus barbare de la féodalité), fonctionnaire civil ou soldat. Mais, dans ces positions sociales si diverses, le Turc appartient à la croyance et à la nationalité privilégiées ; — lui seul a le droit de porter les armes et le chrétien le plus élevé doit céder le pas au plus infime musulman qu'il rencontre. En Bosnie et en Herzégovine, la noblesse, de race slave, est passée à l'Islam tandis que la masse du peuple est restée chrétienne. Ainsi, dans cette province, la religion dirigeante se confond avec la classe dirigeante, car le Bosniaque musulman est naturellement sur un pied d'égalité avec son coreligionnaire d'ascendance turque ».*

Où est le simplisme de nos réciteurs de formules, dans une si intelligente analyse des particularités ethniques et religieuses superposées aux traits économiques ? Dans la préface de sa *Guerre des Paysans*, Engels écrit :

« *La réunion des classes en grandes unités, réunion rendue presque impossible par la décentralisation, par le fait que les provinces sont commercialement et industriellement étrangères les unes aux autres et par l'insuffisance des moyens de communication... se produit seulement avec la*

*diffusion des idées révolutionnaires politico-religieuses pendant la Réforme ».*

Ici, ce sont les idées qui interviennent dans la formation des classes pour briser des obstacles économiques. Où est le déterminisme matérialiste élémentaire de nos professeurs de « gauchisme » ? Chaque fois que Marx ou Engels étudient une situation donnée, ils en font ressortir la complexité et tiennent compte de toutes les influences. Reste à éclairer la portée de l'hypothèse très cursive, très schématique du *Manifeste*, véritable lieu commun des « années 40 », sur le devenir des classes. Pour cela, on doit se résigner à rappeler que l'ouvrage essentiel de Marx, très postérieur au *Manifeste*, est le *Capital*... Et il faut bien constater que, si paradoxal que cela paraisse, le problème des classes est resté à l'état d'énorme lacune dans l'œuvre des deux grands théoriciens de la lutte des classes.

En effet, Marx s'était proposé d'établir sa conception d'ensemble sur les classes dans le chap. 52 du Livre III du *Capital* ; la misère, la maladie et la mort ne lui ont pas permis de terminer son travail. Engels n'a trouvé qu'une cinquantaine de lignes du chap. 52 et n'a pas cru devoir les développer. Il y est dit :

« Les ouvriers salariés qui n'ont que la force de travail et dont le salaire est le revenu, les capitalistes qui possèdent le capital et touchent le profit, les propriétaires fonciers qui détiennent la terre et prélèvent la rente constituent les trois grandes classes de la société moderne, basée sur la production capitaliste ». Plus loin, Marx repousse la classification en « trois grands groupes sociaux dont les membres vivent respectivement du salaire, du profit et de la rente », car, en ce cas, « les médecins et les employés, par exemple, formeraient également deux classes, car ils appartiennent à deux groupes sociaux distincts, dont les revenus ont la même source. Et cette subdivision irait à l'infini, en présence des séparations innombrables que la multiplicité des intérêts et la division du travail social créent parmi les ouvriers comme parmi les capitalistes et les propriétaires fonciers... »

Qu'est-ce donc qui constitue une classe si la source de revenu est un critère insuffisant ? Engels dit dans l'*Anti-Düring* (p. 188) : « Avec les différences dans la répartition apparaissent les distinctions de classes. La société se scinde en classes privilégiées et frustrées, exploitées, oppressives et opprimées... ». Mais plus loin (p. 362), il écrit : « C'est donc la loi de la division du travail qui est à la base de la division en classes ». Répartition des produits ou divi-

sion du travail ? Cela paraît contradictoire, comme il semble exister une contradiction entre les trois classes du chapitre final du *Capital* et les deux de la prévision du *Manifeste*, et avec également d'autres passages du *Capital*. Les guesdistes, ces précurseurs des actuels théoriciens du léninisme, se nourrissaient essentiellement de cette phrase du Livre II du *Capital* (ch. 20) : « Il n'y a dans la société que deux classes : les ouvriers qui ne disposent que de leur force de travail et les capitalistes qui ont le monopole de tous les moyens sociaux de production, y compris l'argent ». (Vérecque la cite, d'ailleurs, dans son *Dictionnaire*). Mais voyons la phrase dans son contexte (p. 469) :

« Lorsqu'on dit de la classe capitaliste tout entière qu'elle doit verser elle-même à la circulation l'argent pour réaliser la plus-value (et même pour faire circuler les capitaux constant et variable), l'affirmation n'a rien de paradoxal et apparaît même comme la condition indispensable de tout le mécanisme. En effet, il n'y a dans la société que deux classes : les ouvriers qui ne disposent que de leur force de travail et les capitalistes qui ont le monopole de tous les moyens sociaux de production, y compris l'argent. Il y aurait paradoxe si la classe ouvrière avançait elle-même et de ses ressources l'argent pour la réalisation de la plus-value contenue dans les marchandises ».

Marx traite ici du rôle de « la monnaie comme intermédiaire des transactions » dans « la reproduction simple », non de la démarcation et du rôle des classes. Pour ne pas encombrer l'examen du phénomène envisagé, il use d'un procédé classique dans les travaux scientifiques, consistant à supposer l'objet de l'étude dans sa pureté absolue, élimination faite mentalement de tout ce qui l'encombrerait. Il le dit explicitement dans une note du Livre I<sup>er</sup>, ch. 24 (p. 255) :

« Pour débarrasser l'analyse générale d'incidents inutiles, il faut considérer le monde commerçant comme une seule nation et supposer que la production capitaliste s'est établie partout et s'est emparée de toutes les branches d'industrie. »

Hypothèse, supposition pour l'aisance de l'exposé. Ailleurs, Livre II, ch. 17, sur « la circulation de la plus-value », Marx écrit :

« La difficulté apparaît lorsqu'on suppose que l'accumulation est générale. Selon notre hypothèse, qui admet le régime universel et exclusif de la production capitaliste, la classe ouvrière est la seule qui existe à côté de la classe capitaliste. Ce que la classe ouvrière achète équivalant à la somme des salaires, c'est-à-dire au capital variable avancé par les capitalistes ».

Hypothèse toujours, supposition encore, pour sérier les problèmes. Plus loin, Livre II, ch. 20, Marx observe dans une incidente : « ... Nous ne nous occupons que des capitalistes industriels qui, pour le moment, représentent à nos yeux tous les autres... » Pour le moment. Cela ne supprime pas les autres capitalistes dont Marx parle ailleurs. Marx n'essayait pas de donner réponse à tout en toute occasion et ne songeait pas à contre-carrer d'avance l'usage que des disciples mal inspirés pourraient faire de ses miettes.

Les contradictions du *Capital* ne sont donc qu'apparentes ; celle de l'*Anti-Dühring* n'existe pas pour ceux qui savent que répartition des produits et division du travail sont intimement liées, dans la conception marxiste. Dans le *Capital*, Marx fait abstraction tant des classes de petits producteurs indépendants possesseurs de leurs moyens de production (artisans, paysans), destinés, d'après le *Manifeste*, à périr et périr avec les progrès de la grande industrie, que des classes intermédiaires de la production (techniciens, employés) et de l'échange (commerçants). Mais il devait leur consacrer ce chapitre spécial, malheureusement à peine ébauché. Comment eût-il méconnu qu'une classe, même secondaire du point de vue de la production capitaliste, comme celle des paysans, peut jouer un rôle capital dans l'histoire ? Il faut n'avoir rien lu, ou rien compris de Marx pour y songer. La nécessité des alliances du prolétariat est une idée marxiste, dont Lénine a fait son profit comme on sait, et les alliances impliquent la notion de plusieurs classes intéressées à se coaliser contre la classe dominante.

Dans sa première lettre à Kugelmann, Marx, annonçant l'achèvement du premier Livre du *Capital*, disait : « Le développement de ce qui suit, si l'on excepte peut-être le rapport des différentes formes politiques aux différentes structures économiques, pourrait être facilement mené à bonne fin par d'autres, en s'appuyant sur ce que j'ai publié. » Facilement ou non, des épigones ont su s'inspirer de l'œuvre inachevée pour la continuer, notamment sur les classes.

\* \* \*

Un passage du Livre II du *Capital* (ch. 19), répond partiellement au point d'interrogation du dernier chapitre :

« Les individus qui ne concourent pas directement à la reproduction, soit qu'ils ne travaillent pas, soit qu'ils travaillent, ne peuvent recevoir leur part du produit annuel (leurs articles de consommation) que par l'intermédiaire des classes qui possèdent le produit en premier lieu : ouvriers

productifs, capitalistes industriels et propriétaires fonciers. Leurs revenus dérivent donc matériellement du salaire (des ouvriers productifs), du profit et de la rente foncière, qui apparaissent vis-à-vis d'eux comme des revenus originaux. Cependant, les bénéficiaires de ces revenus dérivés, rois, prêtres, professeurs, prostituées, soldats, les reçoivent en vertu de leurs fonctions sociales, ce qui les autorise à les considérer comme la source originale de leurs revenus ».

« Les trois grandes classes de la société moderne, basée sur la production capitaliste » seraient donc celles « qui possèdent le produit en premier lieu ». Les autres classes ont un revenu dérivé du salaire, du profit et de la rente. Mais l'importance politique et historique de ces autres classes ne correspond pas fatalement à leur classification selon la répartition du produit. La preuve, c'est que la « grande classe » des propriétaires fonciers ne compte plus guère alors que celle des petits paysans joue encore un rôle essentiel.

Dans son ouvrage classique sur la Révolution de 1789, Kautsky, écrivant du vivant d'Engels et en collaboration intellectuelle intime avec celui-ci, disait :

« On n'est que trop disposé, lorsqu'on ramène le devenir historique à une lutte de classes, à ne voir dans la société que deux camps, deux classes en lutte, deux masses compactes, homogènes, la masse révolutionnaire et la masse réactionnaire, celle qui est en bas, celle qui est en haut. A ce compte, rien de plus aisé que d'écrire l'histoire. Mais en réalité, les rapports sociaux ne sont pas aussi simples. La société est et devient chaque jour davantage un organisme extraordinairement complexe, avec des classes très diverses, ayant des intérêts très divergents, qui peuvent se grouper sous la bannière de partis multiples ».

C'est exactement notre thèse. En 1895, dans la *Neue Zeit*, le même écrivait une série d'articles (reproduits dans les revues socialistes d'autres langues) sur « Les Intellectuels et le Parti socialiste » signalant la croissance d'une « nouvelle classe moyenne ». Plus tard, dans sa réfutation de Bernstein, considérée par tous les socialistes de l'époque, Lénine compris, comme l'authentique expression de la pensée marxiste, il constatait :

« ... La classe moyenne ne meurt pas mais... une nouvelle prend la place de l'ancienne... Les « intellectuels » y prennent les rangs laissés vides par suite de la disparition des artisans travaillant à leur compte et des petits commerçants ».

Il y aurait beaucoup à dire sur la disparition des petits commerçants, mais il faut se borner. Kautsky, dans son *Anti-Bernstein*, a écrit sur la nouvelle classe

moyenne un chapitre extrêmement intéressant, plein d'idées, tout-à-fait dans la veine marxiste, dont plusieurs pages seraient à citer, et qui pourrait servir aujourd'hui de thème au rajeunissement du sujet. Rosa Luxemburg, également contre Bernstein, montrait en 1899 qu'il se forme une nouvelle catégorie de petite-bourgeoisie, éliminée des formes principales de production mais trouvant à subsister dans les domaines non exploités par le capitalisme. La même idée se retrouvait dans la préface de 1904 à l'ouvrage de Kautsky sur le programme d'Enfurt. Tous les penseurs et les guides du mouvement prolétarien s'accordaient dans le même sens. Lénine, en octobre 1906, étudiant les possibilités d'alliance avec les divers partis démocratiques russes, écrivait dans son article sur « *La social démocratie et les accords électoraux* » :

« *La seule chose qui s'ensuive nécessairement, c'est qu'en aucun cas nous ne pouvons, dans notre campagne électorale, nous borner à opposer abstraitement le prolétariat à la démocratie bourgeoise en général. Nous devons appliquer toute notre attention à établir une distinction précise, fondée sur l'histoire de notre révolution, entre la bourgeoisie monarchiste libérale et la bourgeoisie démocratique révolutionnaire...* »

En 1912, après les élections au Reichstag, Rosa Luxemburg s'exprimait ainsi :

« *Éliminés du champ de bataille, nous devons naturellement nous demander si nous devons voter, et sur qui reporter nos voix. La victoire socialiste dans telle ou telle circonscription étant devenue impossible, les intérêts de classe du prolétariat exigeaient l'élection du candidat le moins réactionnaire. Ainsi, il fallait se décider au second tour pour la tactique du « moindre mal », à laquelle la social-démocratie est toujours restée fidèle et contre laquelle aucune voix ne s'est jamais élevée dans les rangs du parti.* »

Boukharine, dans son ouvrage sur le matérialisme historique, divise la société en cinq sortes de classes, comprenant un nombre de classes plus élevé : 1. Les classes fondamentales, au nombre de deux ; 2. Les classes intermédiaires, « indispensables au régime », (donc, non destinées à disparaître avant la révolution communiste ?), par exemple les techniciens intellectuels, en nombre indéterminé ; 3. Les classes de transition, produits d'une forme sociale antérieure, par exemple les artisans et les paysans, en nombre indéterminé ; 4. Les classes mixtes, « groupes qui appartiennent à la fois, par certains côtés à une classe, et à une autre par d'autres », en nombre variable ; 5. Les déclassés... Et l'auteur ajoute cette observation remarquable :

« *Quand nous analysons un « type abstrait » [ABSTRAIT] de société, c'est-à-dire une forme sociale quelconque pure [PURE], nous avons affaire seulement ou presque [PRESQUE] seulement avec les classes fondamentales. Au contraire [AU CONTRAIRE], quand nous voulons regarder grouiller la réalité concrète [LA RÉALITÉ CONCRÈTE], alors, cela va de soi [CELA VA DE SOI], nous avons à compter [A COMPTER] avec toute la bigarrure des types et des rapports sociaux et économiques...* »

C'est exactement notre thèse. Les élections étaient-elles prétexte à analyse d'un « type abstrait » de société, à étude d'une forme sociale « pure », ou, « au contraire », l'occasion de considérer « la réalité concrète » et de « compter avec toute la bigarrure des types et des rapports sociaux et économiques » ? Malgré le simplisme outrancier, les déformations scolastiques et les polémiques inutilement injurieuses qui déprécient son livre, par ailleurs consciencieux et utile à une vaste catégorie de lecteurs, Boukharine restait dans la tradition du marxisme à l'époque où il l'écrivait (1921) et où, par avance, il justifiait notre position d'aujourd'hui et condamnait la sienne. Pour nous aussi, il y a deux classes fondamentales, mais nous comptons avec les autres classes qui, pour n'être pas essentielles dans un type de société schématique, abstrait, pur, n'en jouent pas moins un rôle social et surtout politique considérable, n'en peuvent pas moins exercer, dans des conditions historiques données, une influence décisive, — rôle et influence d'autant plus importants quand les deux classes principales ne correspondent pas exactement à deux partis.

\* \* \*

Les tenants du « classe contre classe » et de ce qu'il comporte ne peuvent dans le meilleur des cas expliquer leur position que par leur désir de *polariser* les forces sociales autour des deux partis les plus directement opposés. C'est en réfutant une pensée de même essence qu'Engels écrivait en 1890 : « *Dans le monde réel, ces oppositions polaires, métaphysiques, n'existent que dans les crises...* ». Précisément, les fabricants de mots d'ordre de Moscou le sentent confusément et c'est pourquoi, après avoir affirmé la crise catastrophique du capitalisme imminente en pleine renaissance de la production bourgeoise, ils s'exténuent à prophétiser la crise guerrière ultime pour chaque lendemain. La conception se tient, dans son absurdité intégrale. Mais elle ne résiste pas un instant à la critique marxiste et elle s'anéantira sous le déroulement des faits.

BORIS SOUYARINE.

# A la mémoire de Karl Marx

5 mai 1818 - 5 mai 1928

Le 110<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Karl Marx trouve un mouvement ouvrier profondément divisé. Tandis que les uns se combattent au nom de celui dont ils prétendent appliquer la doctrine, d'autres se détournent plus ou moins ouvertement du marxisme, soit pour des avantages éphémères, préconisant un plat réformisme qualifié par le réformiste Arthur Wauters lui-même de « croupion », soit pour le renier en faveur d'un vague « léninisme » dont les adeptes méritent le même qualificatif.

Ceux qui prétendent, comme Eastman ou De Man, que le marxisme est mort, auraient sans doute raison si le marxisme était une conception schématique de savant étranger à la vie et aux combats de la société capitaliste. Mais le marxisme est une science révolutionnaire, l'analyse des tendances immanentes de la société contemporaine et l'indication des tâches qui en découlent pour la classe prolétarienne. Tant que les traits fondamentaux de l'exploitation capitaliste n'auront pas changé — et comment le pourraient-ils ? — la lutte des salariés contre les conditions que leur inflige la classe dominante sera inéluctable comme la transformation de l'eau en vapeur à une température donnée. Cette lutte, niée en vain par la bourgeoisie et ses idéologues, atteste la vitalité de la doctrine marxiste. Qu'en combattant contre la force qui les exploite et les opprime, les exploités pensent à autre chose qu'au marxisme, qu'ils s'inspirent parfois, dans leur lutte, d'autres théories ou de considérations différentes, leur action, sous quelque forme qu'elle se manifeste, n'en constitue pas moins une confirmation de la doctrine marxiste, un élément de cette doctrine, synthèse des expériences de toutes les luttes prolétariennes pour un monde nouveau.

Si Marx avait enseigné que chaque action prolétarienne, doit être conforme à des postulats établis d'avance, nous pourrions dire que le marxisme est mort. Mais ce qui distingue le marxisme de tous les systèmes de socialisme utopique, c'est précisément son refus de donner au prolétariat des préceptes valables une fois pour toutes et d'enchaîner son action par la camisole de force d'une révolution « modèle » ou d'un réformisme « exemplaire ». Marx et Engels ont tracé l'évolution de la société capitaliste et de l'embryon socialiste germant dans ses flancs : la classe prolétarienne. L'expérience des luttes sociales de leur époque leur a permis de jalonner la voie à suivre et d'indiquer les points dangereux.

Cependant, leurs enseignements ne pouvaient être que des conseils, jamais des préceptes : ils étaient puisés dans l'expérience de la lutte, par conséquent passibles d'être corrigés par des expériences à venir, et l'idée principale du marxisme est que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Nulle puissance placée au-dessus de la classe, que ce soit une assemblée parlementaire ou un Comité

central (ou un Secrétariat) omnipotent, ne peut réaliser le socialisme à coups de décrets pour le prolétariat. Aucun « sommet » de parti ne peut remplacer ce qui est indispensable à la masse pour suivre la route ardue de son émancipation : sa propre expérience. Les conseils d'un parti groupant les éléments les plus conscients, peuvent aider la masse à s'orienter, mais ils ne sauraient jamais être des injonctions.

A chaque tournant, le prolétariat voit des perspectives nouvelles, souvent si éblouissantes et trompeuses qu'il oublie les dures leçons du passé. Les conceptions les plus élémentaires, qui semblaient bien profondément inculquées, s'oublient dans l'enthousiasme d'une participation au pouvoir bourgeois, d'une révolution victorieuse... ou d'une bolchévisation.

L'ivresse ne tarde pas à se dissiper. Après une expérience avortée, les enthousiastes de la veille sont plus riches des leçons des faits et jurent de ne plus recommencer. Mais le temps passe. Les hommes oublient et les générations se succèdent. Des jeunes entrent dans le mouvement, renforcés de prolétaires nouveaux, y apportant leurs illusions et leurs préjugés. Et le jeu recommence, à un point plus élevé de l'ascension prolétarienne, sous d'autres formes, mais toujours de la même façon. C'est la vie même qui ne se laisse pas prescrire son cours. Si le marxisme avait jamais voulu prescrire quelque chose, il aurait fait faillite. Ayant, au contraire, toujours enseigné que le prolétariat ne peut parvenir au socialisme que par sa propre action et par sa propre expérience, le marxisme tient le plus large compte des erreurs inévitables de la masse. La classe ouvrière n'est pas marxiste : elle le devient à mesure qu'elle s'instruit par ses propres expériences, à condition que des marxistes l'aident à s'éduquer. Et elle ne deviendra jamais marxiste dans son ensemble car tout pas en avant lui ouvre des problèmes nouveaux et l'afflux d'éléments jeunes inexpérimentés fait de ce processus une tendance. Elle le deviendra d'autant moins que le marxisme n'est pas un assemblage de dogmes figés et de principes immuables, mais une science soumise aux lois de la dialectique dont elle se sert pour étudier la société. Et si la masse évolue vers le marxisme, le marxisme, lui, évolue en même temps et à son tour. Aussi est-ce précisément parce que la masse n'est pas intégralement marxiste que le marxisme a raison.

\* \* \*

Une des revendications essentielles du marxisme fut toujours l'organisation du prolétariat comme classe, et, partant, la constitution d'un organisme unique englobant tous les travailleurs conscients. Il va sans dire qu'on ne demande pas à ceux-ci de souscrire à tous les points du marxisme. Seule l'acceptation d'un nombre limité de résultats acquis par de multiples expériences

est de rigueur. Dans les cas où la fusion de différents partis ouvriers se heurtait momentanément à de trop grands obstacles, Marx ne doutait jamais que l'expérience des luttes communes ne les amène sur un terrain d'entente ou que la faillite de l'organisation affichant des doctrines par trop utopiques ne permette de réaliser l'unité d'une autre façon. La rigidité parfois sectaire des guesdistes n'était pas moins l'objet des critiques des fondateurs du socialisme scientifique que la largesse dont firent preuve les partisans de Bebel et de Liebknecht en Allemagne lors de la rédaction du programme de Gotha.

Ce n'est pas sans motif que l'unité organique de la classe ouvrière a toujours été considérée comme la condition préalable à toute action efficace du prolétariat pour la réalisation de sa mission historique. Est-il besoin de rappeler la joie qui accueillit en France la constitution du parti socialiste unifié, après des décades de luttes acharnées et si longtemps vaines ?

Depuis le 4 août 1914, l'unité ouvrière n'existe plus. Le prolétariat s'est scindé en deux tronçons qui parlent rarement le même langage. Mais il serait insensé de chercher la responsabilité de la division dans la seule volonté scissionniste des uns ou des autres. Cette volonté est elle-même le résultat d'une transformation profonde de la société capitaliste et de la classe prolétarienne depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle. Si les marxistes agissent contrairement à l'un des enseignements fondamentaux de Marx, il doit y avoir une nécessité impérieuse, déterminée par la situation objective.

Les uns voient cette cause dans la différenciation sociale de la classe ouvrière en cours pendant les trois dernières décades. Le réformiste autrichien Karl Renner se rencontre ici avec Lénine. La théorie officielle de l'Internationale communiste explique la politique réformiste par les intérêts d'une aristocratie ouvrière corrompue par une partie des surprofits coloniaux de la bourgeoisie, entrevoyant la possibilité de s'installer au sein du capitalisme grâce à des réformes et renonçant à lutter pour le socialisme. Force est donc aux déshérités du prolétariat de s'organiser en leur propre parti pour continuer la lutte abandonnée par les salariés embourgeoisés.

Cette explication de la scission ouvrière est juste, mais insuffisante, et pour peu qu'on l'exagère et qu'on tente de la généraliser, elle devient fautive. En effet, si toute l'explication de la division ouvrière tenait en cette affirmation, où la social-démocratie allemande puiserait-elle sa force ? L'Allemagne a perdu ses colonies, elle est tributaire des vainqueurs. Où sa bourgeoisie prendrait-elle les surprofits permettant de corrompre une partie notable de la classe ouvrière et de la bercer d'illusions réformistes ? Un coup d'œil sur les salaires des travailleurs allemands et sur la statistique des luttes sociales d'outre-Rhin démontre que l'explication léniniste n'explique rien. La crise de l'industrie anglaise, la misère croissante de larges couches ouvrières du Royaume Uni, auraient dû saper sensiblement la puissance des chefs réformistes à idéologie libérale. Or, il n'en est rien. D'ailleurs c'est une élémentaire vérité que les ouvriers les plus misé-

reux sont rarement les plus conscients et les plus révolutionnaires.

La théorie léninienne de l'aristocratie ouvrière comme base sociale du réformisme n'est juste, à notre avis, que dans la mesure où Engels l'admettait en 1885 dans sa préface à *La situation des classes laborieuses en Angleterre*. Appliquée à l'Europe de 1900 à 1914, elle explique le glissement lent, quasi-insensible des partis de la II<sup>e</sup> Internationale vers le réformisme de même qu'elle explique l'idéologie actuelle du prolétariat organisé des Etats-Unis.

Mais la situation privilégiée de l'Europe sur le marché mondial appartient au passé. Les écluses des surprofits n'y sont plus aussi largement ouvertes, même dans les pays les plus riches en colonies. Et pourtant, le réformisme y est encore l'idéologie de la majorité de la classe ouvrière.

Qu'on ne dise pas que les réformistes réussissent à « tromper » les ouvriers et à les faire marcher à l'encontre de leurs propres intérêts. Il faut prendre les ouvriers pour une masse abrutie pour supposer qu'ils se laissent tromper en permanence sans réagir. Pourquoi les révolutionnaires sont-ils incapables de les « détromper » ? Certes, la déchéance des partis communistes depuis quatre années explique bien des choses. Les néo-léninistes sont impuissants à détromper les ouvriers puisqu'ils s'efforcent de leur bourrer le crâne encore davantage. Mais auparavant ?

L'attachement au réformisme de la masse ouvrière européenne de nos jours a d'autres racines que les surprofits coloniaux alimentant une aristocratie ouvrière, et des causes plus profondes que l'indignité des bolchévisateurs.

\* \* \*

Le développement de la production capitaliste a conféré à la masse ouvrière des principaux pays une puissance sociale supérieure à celle des exploités des autres continents, due et à son nombre et à sa culture socialiste. Organisé dans de puissants partis, syndicats et autres organisations de classe, le prolétariat européen oblige la bourgeoisie à compter avec lui. Les réformes consenties au lendemain de la guerre, l'élargissement de la démocratie bourgeoise, son instauration en Europe centrale naguère sous la tutelle d'autocraties à fortes influences féodales, ont eu pour résultat d'accroître le poids politique de la classe ouvrière.

La porte du pouvoir semblait entrebâillée. Puisque le capitalisme lui-même fait croître sans cesse le nombre des salariés, que la démocratie permet d'éduquer la masse et de l'arracher à l'emprise de ses exploités, était-ce la peine de se hasarder dans des expériences révolutionnaires qui, pouvant mal tourner, risquaient de compromettre les résultats acquis ? Telle était la question que se posait une fraction du prolétariat, tout en approuvant d'enthousiasme la révolution bolchévique (1). La majorité du prolétariat européen préféra la participation au pouvoir bourgeois à une révolution violente.

Ces considérations opportunistes, mille fois

(1) L'ultra-réformiste Renner n'a-t-il pas écrit, au début de 1918, qu'il serait bolchévique s'il se trouvait en Russie ?

répétées par les leaders réformistes, se trouvèrent encore appuyées par certaines apparences. Sous la pression révolutionnaire latente — et parfois active, de la masse et effrayée par l'exemple de la révolution russe, la bourgeoisie dut au lendemain de la guerre faire des concessions, accorder au prolétariat des avantages que fort peu d'ouvriers avait espéré conquérir en régime capitaliste. Les chefs réformistes et la masse qui les suivait attribuaient ces conquêtes à la démocratie et à la collaboration des classes, au lieu de les ramener à leur cause effective : au changement des rapports des forces *matérielles* des classes qui s'affrontaient. Ainsi la révolution russe et les mouvements révolutionnaires d'Allemagne, de Hongrie, d'Autriche, d'Italie et de France devinrent indirectement sources d'illusions démocratiques.

A cela, on doit ajouter l'idéologie qui dominait le mouvement ouvrier d'avant-guerre et relevant réellement de la différenciation sociale du prolétariat décrite par Lénine. La base de l'aristocratie ouvrière était détruite ou allait disparaissant en Europe, à la suite de la guerre et de ses conséquences ; mais comme toujours, l'idéologie se perpétuait au-delà des causes qui l'avaient engendrée.

L'attitude réformiste d'une partie considérable de la classe ouvrière, loin d'être le résultat exclusif du bourrage de crânes des théoriciens réformistes, est déterminée par le manque d'expérience de la masse qui croit emprunter une voie plus aisée pour arriver au socialisme. Certes, les leaders de la II<sup>e</sup> Internationale ont une grosse part de responsabilité dans ces événements : comme au 4 août 1914, leur devoir aurait été d'avertir les ouvriers, de se rappeler les avertissements de Marx sur la participation au pouvoir dans l'Etat bourgeois (2). Cependant, eussent-ils même agi en marxistes, qui oserait affirmer qu'ils auraient été suivis par une masse désireuse de réaliser le socialisme en paix, sans guerre civile ?

Nous touchons ici la cause véritable de la division ouvrière contemporaine. Du fait que le prolétariat se croit placé, et par son nombre et par les institutions démocratiques des pays les plus industriels, à la portée du pouvoir politique, une partie de la classe exploitée s'adonne à l'illusion d'atteindre à des avantages par l'entrée de ses représentants socialistes au gouvernement bourgeois. Les avertissements de Marx ne lui seront compréhensibles que lorsqu'elle sera éclairée par sa propre expérience. Tout comme le « putschisme » ne peut être guéri que par des émeutes, le ministérialisme ne sera discrédité que par la participation au pouvoir.

\* \*

Le pouvoir politique à la portée de la classe ouvrière : tel est le problème qui fait obstacle à l'unité prolétarienne.

Ce n'est pas la question de la révolution violente qui nous préoccupe ici. Même dans l'hypothèse d'une majorité parlementaire ouvrière, il faut s'attendre à la résistance de la classe bourgeoise *par tous les moyens*. Inutile d'être marxiste pour prévoir cette résistance : à preuve Mignet et son *Histoire de la Révolution française*. D'ail-

leurs, de même qu'elles n'ont pas la complaisance de se présenter au souhait des braillards pseudo-léninistes, les révolutions n'ont pas non plus l'obligeance de s'absenter au gré des réformistes. La pensée de Marx sur la force accoucheuse de toute société qui en porte une nouvelle dans ses flancs est confirmée par tous les événements de dernières années.

Aussi longtemps que la participation au pouvoir se posait d'une façon purement théorique, l'unité ouvrière n'était pas compromise. On tolérait dans les partis de la II<sup>e</sup> Internationale les partisans de la collaboration avec l'aile gauche de la bourgeoisie. Mais lorsqu'un parti ouvrier devient assez puissant pour envisager en pratique son entrée au gouvernement, la scission devient inévitable. Une partie du prolétariat ne restera jamais dans un parti collaborant au pouvoir bourgeois. Et si le Parti s'obstinait à repousser la participation, une autre fraction du prolétariat, désireuse d'éprouver coûte que coûte la voie qui lui paraît si commode, enverra quand même ses représentants dans un cabinet de coalition. L'unité organique de la classe ouvrière ne peut y résister. Il suffit de se rappeler les années 1919 et 1920 et la scission de la social-démocratie allemande pendant la guerre, pour voir que la division des forces ouvrières n'est pas due à l'« esprit scissionniste » des communistes ; tous les partis réunis plus tard dans l'Internationale « deux et demie », et qui n'avaient rien de communiste, furent les produits d'une poussée élémentaire et spontanée, provoquée par la collaboration de classe.

On pourrait objecter que pour éviter la scission, les intransigeants n'ont qu'à se soumettre à la majorité réformiste ou que, dans le cas contraire, les réformistes doivent renoncer à leur politique répudiée par une majorité révolutionnaire. Ces recommandations sont utopiques, et les événements l'ont souvent prouvé. Une partie du prolétariat n'acceptera jamais — et avec raison — une discipline l'enchaînant à la politique bourgeoise. Une autre partie ne se soumettra jamais à des principes qui lui sembleront abstraits jusqu'à ce qu'elle se soit convaincue de leur justesse par sa propre expérience.

Ce n'est donc pas la scission comme telle, phénomène historique inévitable, qui doit être réprouvée, mais bien la ligne de rupture séparant aujourd'hui les deux organisations politiques du prolétariat. Et là encore, il convient d'observer que cette ligne, bien qu'aujourd'hui artificielle, est le produit naturel d'une situation historique actuellement disparue (3).

Cependant, il est vain d'approuver ou de réprouver cette ligne de rupture. Résultant d'une période donnée de luttes sociales, elle ne disparaîtra, pour faire place à une autre, que lorsqu'une situation nouvelle aura imposé au prolétariat le regroupement correspondant aux besoins nouveaux de la lutte de classe. Les combats à venir éclairciront la situation et conduiront le prolétariat européen à la formation de partis de classe débarrassés du poids mort des réformistes.

\* \*

Mais peut-être la collaboration de classe

(3) Voir notre article : *La question du Parti*, dans le prochain n<sup>o</sup> du *Bulletin*.

(2) Voir Lénine : *L'Etat et la Révolution*.

est-elle de deux maux le moindre? N'étant pas en mesure de prendre tout le pouvoir, le prolétariat n'aurait-il pas plus d'avantage à le partager avec la bourgeoisie qu'à laisser l'appareil d'Etat entièrement aux mains de l'adversaire? Un gouvernement de gauche vaut mieux qu'un gouvernement de droite, etc. On nous oppose souvent de tels raisonnements. Il faudrait être, en effet, un « léniniste 100 % » ou... le réformiste Henri De Man pour préférer un gouvernement réactionnaire à un gouvernement de gauche. Il est cocasse de voir la tactique du Parti communiste français coïncider avec la théorie de De Man, qui affirme dans *Au-delà du marxisme* que les réformes sont toujours plus facile à obtenir d'un gouvernement de droite que d'un gouvernement de gauche.

Un parti prolétarien n'a pourtant pas besoin de participer au pouvoir pour empêcher un gouvernement réactionnaire de se substituer à un cabinet radical. S'il est assez puissant, il arrachera à un gouvernement bourgeois tout ce qui est réalisable dans une situation donnée, sans s'aventurer dans une voie qui, aux dires même de réformistes notoires, n'a rien donné à la classe ouvrière (4). Ce n'est pas la participation au pouvoir qui a donné les réformes de l'après-guerre, mais l'accroissement des forces du prolétariat, la pression de la masse, la frayeur de la bourgeoisie devant la menace de la révolution. Ces réformes auraient été obtenues sans la participation au pouvoir. Il y a des pays où les mêmes avantages ont été conquis sans collaboration ministérielle.

Mais si un parti ouvrier ne gagne rien à collaborer au pouvoir avec un parti bourgeois, il risque toujours de désorienter ceux qui le suivent, d'obscurcir leur conscience de classe, d'éveiller de périlleuses illusions dans la masse et de diviser les forces prolétariennes. Et c'est dans sa capacité d'action, dans sa fermeté, dans son unité et dans son esprit combattif que réside la force capable d'arracher des concessions à la bourgeoisie, non dans la participation à un ministère, si « radical », si « libéral », si « démocratique », si « social » puisse-t-il se proclamer.

Karl Marx a donné plus d'une fois son opinion sur ces problèmes. Lénine a résumé le point de vue des fondateurs du socialisme scientifique dans *L'Etat et la Révolution*.

Mais l'esprit de Marx était si vaste, son génie si puissant qu'il a fallu au mouvement ouvrier plus d'un demi-siècle pour vérifier la justesse de ses vues. Ses avertissements qui semblaient purement théoriques et abstraits, de sorte que la plupart des « marxistes » — réformistes et bolchéviks — les avaient oubliés, sont aujourd'hui d'une indiscutable valeur actuelle et pratique. Leur signification, autrefois obscure et à peine comprise, saute aujourd'hui aux yeux : nécessité de la dictature prolétarienne ; nécessité d'exercer cette dictature *au moyen de la démocratie*, avec la participation active de la masse, à laquelle nul Comité central ne saurait dicter utilement des ordres ; stérilité de la participation au pouvoir et de la collaboration de classe.

(4) H. De Man : *Au-delà du marxisme* ; A. Wauters et A. Vienne : *La réforme du réformisme*.

En avançant vers son but historique, le prolétariat se trouve en face de problèmes toujours nouveaux, mais l'œuvre de Marx est si vaste qu'elle fournit encore aujourd'hui — et encore pour longtemps — des idées pour les résoudre. Certes, pas des prescriptions à prendre à la lettre, mais des observations et des conseils, plus valables aujourd'hui que jamais, où seuls des détails sont à rectifier et à adapter à une situation modifiée.

Aussi n'avons-nous pas besoin d'aller « au-delà du marxisme » ni de renoncer aux enseignements de Marx. Il suffit de les mettre au point, de les développer, de les approfondir, de les faire comprendre. Pénétrée de telles leçons, la classe prolétarienne se dégagera des deux « doctrines » qui intoxiquent le mouvement ouvrier de nos jours : du « léninisme » et du « fordisme », de la bolchévisation et de l'américanisation.

PRIMUS.

## Marcel Wullens

Nous avons appris avec une peine très vive la mort de notre camarade Marcel Wullens, instituteur à Ognon, dans l'Oise, militant actif du syndicat de l'enseignement, ami fidèle du *Bulletin Communiste*.

Syndicaliste d'origine anarchiste, révolutionnaire convaincu, étranger à tout sectarisme et à tout parti-pris, il se sentait parent des véritables communistes et suivait avec passion le développement de la Révolution russe, en sympathie avec l'opposition.

C'est avec lui que nous avons mené en France la campagne en faveur de Lazarevitch, injustement emprisonné par le Guépéou pour ses idées syndicalistes. Atteint déjà du mal qui devait le tuer, il a consacré ses dernières forces à lutter pour la sauvegarde des droits du prolétariat russe bafoués dans la personne du militant victime de l'arbitraire policier. Avant de mourir, il aura eu la joie de connaître celui qui lui doit, pour une bonne part, la liberté, et qui représente dignement la cause que nous avons ensemble défendue.

Marcel Wullens est mort de tuberculose, après avoir longtemps enduré la maladie en se dépensant sans compter pour l'affranchissement des opprimés. Son souvenir vivra dans la mémoire de tous ceux qui l'ont connu. — s.

La *Révolution prolétarienne* a ouvert une souscription pour venir en aide à la campagne de notre ami. Le *Bulletin* prie ses lecteurs d'envoyer leur contribution à la R. P., chèque postal 734-99.

## Notre Souscription

### 2<sup>e</sup> Liste

Anonyme, 10 fr. — Lachastre, 10 fr. — Djoukitch, 5 fr. — Deux camarades de la Haute-Vienne, 10 fr. — P. George, 5 fr. — Camus, 10 fr. — Versé par Bottelberghis, 15 fr. — Georges Leroy, 10 fr. — H. Grenet, 5 fr. — Rocca, 5 fr. — Groupe de Lyon, 50 fr. — M<sup>me</sup> Baudin, 10 fr. — Un syndicaliste, 5 fr. — Paul George, 25 fr. — S. D., 20 fr. — Delsol, 10 fr. — Juin, 5 fr. — Mailland, 50 fr. — Hattenberger, 20 fr. — Roseline et Jean, 20 fr. — A. Ducret, 35 fr. — F. Lorient, 35 fr.

Total de la 2<sup>e</sup> Liste..... 370 francs.  
Liste précédente..... 521 francs.  
Total général..... 891 francs.

Plus trois abonnements de soutien à 100 francs et quelques souscriptions de 5 francs incorporées à des abonnements.

Notre seconde liste est maigre. De ce train, quand atteindrons-nous les 3.000 francs? Camarades, êtes-vous incapables de cet effort?

# Lettre de Moscou

Moscou, Avril.

« ...Depuis l'anniversaire d'Octobre, la situation se caractérise en des traits qu'il n'est plus au pouvoir du gouvernement de dissimuler. Il n'est pas besoin de renseignements confidentiels pour être informé du véritable état de choses. La lecture critique des journaux suffit.

« Tous les plans officiels ont été déjoués, après la récolte de l'an dernier, par le simple fait que les paysans se sont abstenus de vendre leurs céréales aux institutions commerciales d'Etat. Les approvisionnements en blé s'avérant déficitaires, l'alimentation des villes s'est trouvée paralysée et, bien entendu, le programme d'exportation pratiquement annulé.

« Pourquoi les paysans ont-ils conservé leur blé ? Parce qu'ils ne peuvent recevoir en échange de produits manufacturés. La « famine de marchandises » est plus forte que jamais. Les marchandises destinées au marché sont la proie d'intermédiaires spéculateurs qui les vendent à des prix exorbitants. Seuls, les paysans riches, les koulaks, peuvent s'en procurer. Les coopératives, trop peu nombreuses et mal organisées, qui vendent à des prix déjà inaccessibles à la masse, sont vidées par des revendeurs qui majorent les prix. La majorité des paysans préfèrent donc garder leurs produits que de les échanger contre un papier-monnaie insuffisant.

« Les dirigeants du Parti, devant la gravité d'une situation qui risquait d'affamer les centres urbains (certaines villes ont manqué de pain pendant plusieurs jours et l'on a revu aux portes des boulangeries les interminables queues des plus mauvais jours), ont dû recourir à des mesures extraordinaires rappelant la période du « communisme de guerre » : mobilisation de communistes, expéditions dans les campagnes, perquisitions, arrestations et poursuites. En vertu de l'article 158 du Code, des milliers de paysans ont été traduits devant les tribunaux et condamnés à de la prison pour accaparement. Une pluie de dénonciations s'est abattue sur les journaux, créant une atmosphère de suspicion et d'intimidation. Des réserves de blé ont été confisquées. Bon gré, mal gré, un certain nombre de détenteurs de céréales se résignèrent à vendre aux cours officiels. La crise fut, pour une fois encore, conjurée, mais par quels moyens ?

« En même temps qu'une campagne d'agitation et de répression, les autorités ne négligeaient pas de mener un effort économique dans les campagnes pour obtenir du blé par des moyens normaux. Tous les stocks de marchandises furent jetés sur le marché rural. Conséquence : les villes privées depuis plusieurs mois de toutes les marchandises de première nécessité.

« Plus de thé. Plus de sucre. Plus de savon. On a aussi manqué de lait, comme de pain. Plus de beurre, plus de fromage. Ne parlons pas de tissus, ni de vêtements. Aussitôt qu'un arrivage de produits est signalé dans un magasin, c'est une ruée. D'immenses queues stationnent aux portes des boutiques. Il faut perdre un temps invraisemblable pour se procurer n'importe quoi. On achète ce qui se présente, au hasard, on s'approvisionne au petit bonheur, ce qui accentue encore la pénurie de denrées : l'insécurité permanente pousse tout le monde à accumuler n'importe quel produit non-périssable.

« Cependant, à peine passée l'alarme de la désertion du blé, une nouvelle menace se lève et se précise, de la campagne. Les paysans, découragés de produire des céréales dont ils ne peuvent tirer des échanges rémunérateurs, brutalisés par l'appareil administratif policier dirigé de Moscou, réduisent les surfaces ensemencées. La diminution des emblavures, signalée il y a quelques semaines, prépare une sensible réduction

de la récolte et, pour peu que celle-ci soit cette année inférieure à la moyenne pour des raisons météorologiques, la politique incohérente de Staline nous vaudra la crise la plus aiguë que l'on ait vue depuis Cronstadt.

« Le danger ayant été signalé à temps, les autorités ont décidé un vigoureux effort pour encourager les ensemencements en fournissant du grain aux paysans pauvres, en stimulant les collectivités rurales par des ouvertures de crédit, en généralisant l'achat de récoltes sur pied, etc... Il est encore impossible de savoir dans quelle mesure cet effort donnera de résultats. Mais une chose est claire : c'est que le gouvernement actuel se montre incapable de prévoir et d'organiser, qu'il est responsable d'une situation périlleuse exigeant constamment des mesures extraordinaires, et que si l'on peut une fois, deux fois, trois fois éviter une catastrophe, on ne le pourra pas indéfiniment.

« Les dirigeants du Parti ne paraissent pas se rendre compte de la situation. Ils croient se tirer d'affaire en accusant de malignité les koulaks, comme si ceux-ci avaient fomenté une vaste conspiration tendant à dissimuler le blé pour faire de la peine à Staline. C'est plus facile que de faire courageusement son examen de conscience. Mais l'anathème au koulak, diversion commode, ne résout aucun problème. Les thèses insipides et les rapports filandreux, pas davantage. Et il n'y a aucune chance d'orienter heureusement la politique économique et la politique tout court tant qu'une demi-douzaine d'individus s'arrogeront le droit de tout décider sans demander l'avis de personne, quitte à emprisonner et à déporter les communistes qui se permettent d'avoir une opinion.

« L'opposition voit la justification de ses thèses dans le fait que Staline lui emprunte ses arguments sur la différenciation de classe à la campagne, sur le danger koulak, sur la thésaurisation des récoltes par la paysannerie riche. Elle considère comme un commencement d'application de son programme l'augmentation de l'impôt agraire, portant sur les koulaks, et l'offensive politique menée contre ceux-ci. Il est de fait que les vues des opposants en cette matière se trouvent singulièrement confirmées dans la pratique de ceux qui ont commencé par les déporter. Mais ce n'est pas cela qui ouvre à l'Etat soviétique des perspectives favorables, qui lui donne un plan rationnel, un programme cohérent. Cette politique à la petite semaine, de coups de pied et de coups de poing, ces alternatives de laisser-aller et de brutalité, cette perpétuelle contradiction entre la théorie et les actes, accumulent des causes de crises nouvelles qui finiront par mettre en question l'existence même du régime.

« Après tout ce qui a été fait depuis 10 ans pour gagner la paysannerie, pour « lier » la ville à la campagne, la masse paysanne est de nouveau rendue hostile au pouvoir. Car on a beau dire qu'on s'en prend exclusivement aux koulaks, il est le plus souvent impossible de différencier un koulak d'un « paysan aisé » et celui-ci d'un « paysan moyen » fort, et toute la population rurale se sent atteinte par les coups. Et puis, pratiquement, on prend le blé « là où il est », c'est-à-dire chez tous ceux qui en ont, sans se soucier des caractéristiques théoriques. Et le mécontentement paysan grandit : c'est la grande question du moment.

« A la ville, le chômage augmente. Les privations se font durement sentir. Une lourde atmosphère policière pèse sur le Parti et sur les syndicats. Les emprisonnements et les déportations de communistes font régner le silence dans les rangs. Les salaires réels baissent, par l'augmentation des normes, la révision des contrats collectifs. La journée de 7 heures est une sinistre plaisanterie. La classe ouvrière est lasse... »

# LA RÉPRESSION DU COMMUNISME en Russie soviétique

Les perquisitions, arrestations, emprisonnements et déportations de communistes continuent en Russie soviétique. Tout camarade exclu du Parti, en règle générale, perd son travail et son logis ; s'il manifeste la moindre velléité de persister dans ses convictions, le Guépéou le fait disparaître.

On comptait, à la date du 1<sup>er</sup> mai, environ 500 communistes déportés ou emprisonnés.

À la veille de Pâques, plusieurs centaines de perquisitions ont été opérées à Moscou, suivies d'une cinquantaine d'arrestations.

Dans la nuit du 23 au 24 avril, notre ami et collaborateur Victor-Serge (Kibalitchitch), récemment exclu du Parti, a été arrêté à la suite d'une perquisition qui ne donna, et pour cause, aucun résultat mais servit à confisquer la correspondance de communistes français non-conformistes. Victor-Serge est emprisonné, au secret le plus rigoureux, à la Chpalernaïa, à Léninegrad.

Pauline Vinogradskaïa, membre du Parti, femme de Prébrajensky, déporté à Oural'sk, se vit signifier son arrestation à la suite d'une perquisition infructueuse. Or, notre camarade était mère d'un enfant de trois semaines. Elle le fit observer à l'agent du Guépéou qui, après un coup de téléphone à son supérieur, lui accorda 24 heures de délai dont elle profita pour voir Jaroslavsky et lui faire remarquer qu'elle était membre du Parti. « Pas possible ? » répondit le personnage ; qu'à cela ne tienne ! » et il la fit exclure séance tenante. Cependant, l'arrestation fut commuée en déportation et notre camarade devait partir le 19 mai avec son bébé pour le Kazakstan (ancienne Kirghisie), alors que son mari est à Oural'sk.

Vladimir Kossior, ancien rédacteur du *Troud*, frère d'un des secrétaires du Comité central, tout récemment encore employé à Paris à la *Banque commerciale pour l'Europe du Nord*, a été condamné à la déportation peu de jours après son retour en Russie, mais a obtenu un court délai.

George Andreytchine, dont nous avons annoncé l'arrestation, a été déporté au Kazakstan en avril.

Félix Wolf, membre du P.C. allemand, ami de Radek, fut arrêté quelques jours puis relâché.

Les déportés ignorent, au départ, le lieu de leur séjour forcé. On les expédie sur un point de répartition où les ordres sont donnés. Un grand nombre sont ainsi envoyés à Ksilorda comme première étape.

Trotsky est seul à *Alma-Ata* (c'est-à-dire « ville des pommes », anciennement Vierny), grosse bourgade d'environ 60.000 âmes près de la frontière du Turkestan chinois, à 260 kilomètres de la voie ferrée.

Sérébriakov est à *Sémipalatinsk*, Radek à *Tobolsk*, Bogouslavsky à *Novosibirsk*, Sosnovsky à *Barnaoul*, Beloborodov à *Oust-Koulam*, Rafail à *Touroukhansk*, Prébrajensky à *Oural'sk*, Racovsky à *Astrakhan*.

Dans un précédent numéro, nous avons annoncé que Smilga est à *Narym*, Sapronov dans la province d'*Arkhangelsk*, Vladimir Smirnov à *Beriozocka*, Kharietchko dans la région de *Narym*.

Les déportés ont, en principe, le droit de correspondre entre eux et avec leurs parents, le Guépéou se réservant d'ouvrir et, éventuellement, de confisquer les lettres. Ils peuvent recevoir livres et journaux.

Une décision récente fixe à 7 roubles 50 copeks par mois leur allocation (soit environ 80 francs), exception faite pour ceux qui se déclarent contre Trotsky (comme Vouiovitch) et touchent 50 roubles. Auparavant, ils étaient divisés en trois catégories recevant respectivement 30, 15 et 7 roubles 50 mensuellement.

Les conditions matérielles de vie de nos camarades sont donc très pénibles, sauf pour ceux qui ont pu trou-

ver un emploi local. Les déportés communistes ne peuvent vivre que grâce aux secours de leurs parents et de leurs amis, parfois à de menues besognes. Dans bien des cas, le travail intellectuel est impossible.

Dans les prisons de Moscou et de Léninegrad, le régime infligé aux détenus varie. Andreytchine, Wolf, Victor-Serge ont été bien traités.

Les « sapronovistes » sont traités plus rigoureusement que les autres, plusieurs ont même dû faire la grève de la faim pour obtenir des journaux ; les « zinoviévistes » sont ménagés.

Il nous faut nous arrêter plus particulièrement sur la situation de Trotsky, dont de nombreux camarades nous demandent des nouvelles :

Trotsky vit en déportation avec sa femme et son fils cadet, dans un logis plus que modeste dépourvu des commodités les plus élémentaires (même d'éclairage). Il a pu emporter plusieurs caisses de livres, déjà insuffisants pour ses travaux, et, pour la chasse, un fusil, des cartouches, un chien.

Le Guépéou lui ayant volé une caisse de manuscrits et de notes personnelles représentant des années de travail, il en fut profondément affecté. À son arrivée à Alma-Ata, il était en très mauvaise santé, payant physiquement les efforts antérieurs et les conditions pénibles de la lutte. Mais dans les derniers jours, son tempérament a repris le dessus et il s'est remis à travailler avec son énergie habituelle.

Personne encore n'a pu se rendre auprès de lui. Deux de ses collaborateurs, partis successivement pour essayer de s'enquérir sur place de son état, ont été arrêtés, l'un à mi-chemin, l'autre près d'Alma-Ata. Mais son fils aîné vient d'obtenir l'autorisation d'aller le voir.

Sa famille, restée en Russie, durement brimée, est réduite à la misère. L'une de ses filles, mère de trois enfants, a son mari déporté et est elle-même privée de travail ; l'autre, mère de deux enfants, est également sans travail ainsi que son compagnon. Tous supportent leur sort avec courage et simplicité.

Il correspond surtout avec Radek et Racovsky, qui communiquent de ses nouvelles aux autres. Il n'a jamais reçu les 7 roubles 50 auxquels, selon la règle, il aurait droit. Pour vivre, il fait des traductions. Par ailleurs, il travaille à une critique du programme de l'Internationale communiste et il étudie spécialement les ouvrages sur les Indes et sur la Chine, tout en poursuivant ses études sur l'Amérique. Sa récréation est la chasse.

Par une lettre de lui, on a appris que deux hommes ont réellement tenté de l'assassiner et qu'il les mit en fuite, avec l'aide de son fils. Il est bien entendu impossible de savoir s'il s'agit d'un attentat de « blancs », selon la version officielle, ou d'un simulacre de compères du Guépéou agissant pour justifier la présence d'une garde armée auprès de lui. Il ne peut plus sortir sans cette « protection », depuis l'alerte.

Alma-Ata, située à haute altitude, encaissée de montagnes, jouit d'un climat salubre. Une petite industrie métallurgique locale y entretient quelques centaines d'ouvriers, qui n'ont pas le droit d'entrer en contact avec l'illustre chef de la Révolution d'Octobre.

Cet article étant composé, nous avons appris que Pauline Vinogradskaïa a obtenu, deux jours avant de partir pour l'exil, un nouveau délai, cette fois de deux mois. Cette décision paraissait liée à l'attitude de Staline dont il est question d'autre part.

Mai 1928.

## Victor-Serge en prison

Notre ami Victor Lvovitch Kibaltchitché, Victor-Serge en littérature révolutionnaire, *alias* Le Rétif dans le mouvement libertaire, est un collaborateur de la première heure du *Bulletin communiste*. Nous devons ici consacrer une place à sa vie extraordinaire de militant d'avant-garde.

Né le 31 décembre 1890 à Bruxelles, d'émigrés russes à l'existence misérable, il eut une enfance littéralement famélique. Son frère mourut à 9 ans, de privations, sa mère de tuberculose à Tiflis en 1907. Son père, médecin qui dut vendre des journaux à Londres, vit encore au Brésil (Rio Grande). Un de ses parents éloignés, Nicolas Ivanovitch Kibaltchitché, membre du Comité central de la *Narodnaïa Volia*, fut pendu en 1881 après l'exécution d'Alexandre II.

À 15 ans, le petit Victor vivait déjà seul, se bourrait de littérature et de sciences naturelles, mais ne mangeait guère que de la vache enragée. Jeune-garde socialiste à Ixelles, hervéiste, collabore au *Conscrit* et, à 16 ans, entre dans le groupe révolutionnaire de Bruxelles avec un autre gosse nommé Raymond Callemín qui, surnommé plus tard Raymond la Science, devait finir en 1913, à Paris, sur l'échafaud.

Successivement apprenti photographe (10 francs par mois, 10 heures de travail par jour), dessinateur, typographe, etc., il se mêle à toutes les manifestations et bagarres du moment, collabore à la presse anarchiste et subversive, notamment aux *Temps nouveaux*, à la *Guerre sociale* d'Hervé, au *Libertaire*. Il est témoin au procès de Sokolov-Hartenstein, à Gand. En 1909, séjourne à Lille, bricole à Armentières, trime à Fives. Enfin, arrive à Paris.

Il devient secrétaire de l'éditeur russe J. Povolovsky, puis entre à l'*Anarchie*, journal individualiste de Libertad, sous le nom de Le Rétif. (Il signe aussi : Ralph Yor). Lié à des subversifs aux destins les plus variés : à Franconi, mort « héros » de la grande guerre et décoré ; à Janvion, brute anarchiste antisémite, mort muni des Sacraments de l'Eglise ; à Almereyda, mort de strangulation à la Santé ; à Callemín, à Soudy, à Monier, morts sur la guillotine ; à Carrouy, mort par suicide en prison ; à Bonnot, à Garnier, morts sous les balles de la police ; absorbé par les milieux de « sans-scrupules conscients » où fraternisent des théoriciens de l'individualisme pseudo-scientifique, aux lectures indigestes non digérées, et de praticiens de la « reprise individuelle » armés d'un Le Dantec et d'un browning, il est appelé à diriger l'*Anarchie* et se trouve au plus fort des luttes de tendances et de groupes anarchistes dont un épisode fameux se termina à coups de revolver, rue du Chevalier de la Barre.

Mais en 1912, les « scientifiques », au nom de « l'égoïsme conscient », entrent de plus en plus activement dans la pratique de « l'illégalisme économique » : c'est l'aventure des « bandits tragiques » présente à toutes les mémoires. L'auto grise... L'affaire de la rue Ordener... Montgeron... Chantilly... Le Rétif n'en est pas. Mais le 31 janvier, on perquisitionne à l'*Anarchie* et Kibaltchitché est arrêté avec sa compagne Rirette Maitrejean. Tous deux sont accusés d'être les théoriciens du banditisme anarchiste.

Condamné à 5 ans de réclusion, alors qu'il n'y a rien contre lui, après une crâne attitude de défense de la pensée anarchiste authentique dégagée des sanglantes entreprises des Bonnots et des Garniers, il connaît successivement La Santé, au régime de la haute surveillance, et la maison de force de Melun, au régime Auburn, la cellule et l'infirmerie. En janvier 1917, il sort, vivant.

C'est la guerre. Expulsé, il travaille comme typographe à Barcelone. Son anarchisme devient « lutte de classes ». Il collabore à *Tierra y Libertad* sous le nom de Victor-Serge, écrit un *Essai critique sur*

*Nietzsche*, collabore à *Solidaridad Obrera*, et est arrêté lors des émeutes de juillet à Barcelone. Relâché, il part pour la Russie où la révolution a éclaté depuis cinq mois, passe par Paris (juillet-août), ne peut se faire rapatrier, est arrêté et interné à Fleury-en-Bière, puis au camp de Précigné.

Echangé en février 1919, s'embarque à Dunkerque, débarque en Finlande, arrive à Pétrograd. Il se rallie au bolchévisme, comme tant d'autres anarchistes, et entre au Parti en mai 1919.

Depuis, grâce à sa culture considérable, à sa connaissance de plusieurs langues, à son talent d'écrivain, il a constamment travaillé auprès des organes dirigeants de l'Internationale communiste, d'abord à Pétrograd, puis à Moscou, puis à Berlin et à Vienne. Il a donné une collaboration extrêmement variée et féconde à toute la presse communiste française, au cours de la décennie écoulée. C'est lui qui, avec Robert Petit, a mis debout l'édition française de la *Correspondance Internationale*. Tout récemment, il a publié dans *Clarté* une remarquable série d'articles sur la révolution en Chine.

On lui doit la traduction et la préparation du premier volume des *Œuvres complètes* de Lénine, qui vient de paraître à Paris. Plusieurs ouvrages de Lénine et de Trotsky, notamment *Contre le Courant*, *Terrorisme et Communisme*, *Où va l'Angleterre ?* ont été traduits par lui. La « Librairie du Travail » qui a publié ses brochures : *Les Couloirs d'une Sécurité générale*, *La Ville en danger*, *Lénine-1917*, éditera prochainement son livre : *Les Lendemain de la Révolution*.

Le régime qui jette de tels hommes en prison révèle son caractère de plus en plus autocratique, de moins en moins prolétarien. Pour Victor-Serge comme pour Andreytchine, comme hier pour Lazarevitch, comme pour tous les révolutionnaires déportés, aujourd'hui et demain, nous lutterons au nom des véritables principes du communisme jusqu'à obtenir l'instauration en Russie d'une juridiction populaire obligatoire, d'un contrôle public des actes du pouvoir, de garanties légales de justice, c'est-à-dire d'une démocratie communiste.

## Victor-Serge libéré

Après plus d'un mois d'emprisonnement arbitraire, Victor-Serge a été libéré.

Pourquoi lui seul et non d'autres qui sont dans le même cas ?

Probablement parce que Victor est connu en France où une déclaration réclamant simplement « toute la lumière », « la publicité nécessaire », a été signée par une vingtaine de membres du *Comité de Défense des victimes du Fascisme*, dont Victor est membre.

Le gouvernement soviétique se moque de l'opinion ouvrière mais cède devant quelques intellectuels libéraux et socialistes. La morale de l'histoire est facile à tirer.

En tous cas, la libération tardive de notre ami confirme et justifie notre protestation.

Les documents relatifs à l'affaire seront publiés en brochure.

## La répression continue

Juillet 1928.

Les quelques libérations ou atténuations de mesures de rigueur signalées ci-dessus ne doivent pas être considérées comme des symptômes d'apaisement.

La répression du communisme non-conformiste continue. Une trentaine de camarades ont été encore arrêtés récemment. On ne compte plus les perquisitions.

# DANS L'INTERNATIONALE

## ALLEMAGNE

Le mouvement communiste allemand n'a pas encore d'opposition communiste digne de ce nom.

L'ancienne direction du Parti, révoquée en janvier 1924 à Moscou, et représentant le noyau traditionnel du communisme allemand, venu de Spartacus, avait cru habile de se soumettre à la bolchévisation pour sauvegarder quelques positions dans « l'appareil », en attendant des jours meilleurs. Brandler et Thalheimer ont accepté de rester à Moscou, depuis quatre ans, comme gage de leur loyalisme. Ils ont même voté l'exclusion de l'opposition russe, dans l'espoir d'obtenir en échange l'autorisation... de rentrer dans leur pays.

Tout cela n'a servi de rien. Tant d'humilité n'a pas profité aux grands politiques qui se sont fait les auxiliaires des puissants de Moscou contre une opposition sincère et courageuse, sinon infaillible. Brandler et Thalheimer restent prisonniers en Russie. Leurs amis d'Allemagne, Walcher, Paul Frœlich, Rosi Wolfstein, Enderlé, Boettcher, sont pratiquement réduits à l'impuissance.

La direction de 1924-25, dite « de gauche », constitua une soi-disant opposition, filiale du groupe de Zinoviev, après avoir été d'abord mise à l'écart des organismes dirigeants, puis exclue du Parti. Représentée par des aventuriers et des démagogues sans idées, sans morale, sans principes, à la Maslow et à la Ruth Fischer, qui ont déshonoré le communisme allemand en le prostituant à l'autocratie bureaucratique russe, et affaibli considérablement le Parti par la triste « bolchévisation » dont le plus saillant résultat fut l'élection d'Hindenburg, cette prétendue « opposition », au fond, ne se différencie guère de la clique officielle.

Quelques milliers de travailleurs révolutionnaires abusés par une terminologie radicale, trompés aussi par une singulière collusion avec l'opposition russe, ont pu la suivre quelque temps : ce ne pouvait être qu'un maigre succès sans lendemain.

L'organe de ce groupe, *Die Fahne des Kommunismus*, porte en sous-titre « *Revue des marxistes-léninistes orthodoxes* ». Toute la sottise de ces politiciens vulgaires et prétentieux n'est-elle pas condensée dans une pareille formule ? Nous l'avons fait observer à de nos camarades de l'opposition russe qui ne paraissaient pas comprendre.

Après le reniement de leur chef de file Zinoviev, Maslow et Ruth juraient leurs grands dieux de ne pas suivre cet exemple et de tenir bon. Il y a quelques semaines, Ruth venait à Paris pour voir de près ses alliés de l'Unité léniniste et repartait en exprimant son écœurement, tout particulièrement envers sa congénère en ultra-léninisme, l'illettrée de la bolchévisation française qui se préparait à s'aplatir pour retrouver dans le Parti une petite place à l'office.

Maintenant, le *Leninbund*, sorte de nouveau parti fondé par la soi-disant « opposition de gauche », est en pleine dislocation. Maslow, Ruth, Scholem, Schimanski et consorts se prosternent devant les maîtres de l'heure pour obtenir leur grâce. Le « héros de Hambourg », Urbahns, ne sait plus à qui se vouer. Certains de ces « gauchistes » filent tout droit vers le parti social-démocrate.

Cela devait arriver. En Sibérie et au Turkestan, il est des camarades qui peuvent méditer aujourd'hui certaines discussions de Paris entre « marxistes-léninistes orthodoxes » russes et de simples marxistes comme on en trouve au *Bulletin*.

Que les gens de *Die Fahne des Kommunismus* aillent rejoindre ceux de *Die Rote Fahne*, comme

ceux de l'Unité léniniste iront retrouver leurs semblables des *Cahiers du Bolchévisme*. Qui se ressemble, s'assemble (1).

Bonne leçon pour ceux de nos camarades de Russie, de Belgique, de France et d'ailleurs qui croient créer une force en additionnant des faiblesses et descendent à des alliances qui leur font perdre, pour vivre, toute raison d'exister.

## AUTRICHE

Il est difficile de parler de l'« activité » du Parti communiste autrichien, qui ne fait pas de politique... Ce parti est tout ce qu'on voudra, sauf un parti politique. Si les autres sections de l'Internationale, pâtissant de la bolchévisation, déclinent depuis quatre années, la déchéance du P.C. autrichien remonte à une période antérieure au V<sup>e</sup> Congrès mondial.

Créé prématurément au début de novembre 1918, par Steinhardt et Fritz Friedlaender (aujourd'hui Ruth Fischer) en dépit des avertissements des militants les plus en vue de l'extrême-gauche socialiste (Strasser, Koritschoner), le P.C. érigea dès son origine une cloison artificielle le séparant de la masse ouvrière. Malgré ce malheureux début, le Parti connut en 1919 et 1920 une période d'ascension et d'influence considérable, notamment dans les conseils ouvriers, où la gauche social-démocrate faisait souvent bloc avec les communistes contre la droite.

Au début de 1921, après la scission de Halle en Allemagne et celle de Tours en France, une partie de la gauche social-démocrate adhéra avec son leader Frey au Parti communiste.

Notre parti avait connu déjà auparavant des luttes fractionnelles. Mais tandis que les questions de personnes s'effaçaient en 1919 et en 1920 devant les questions politiques, les discussions de principe furent subordonnées aux questions de personnes depuis l'adhésion de Frey et de son groupe. D'abord sourde et cachée, la lutte devint aiguë dès l'automne 1922 (stabilisation monétaire et mise en tutelle de l'Autriche par la S.D.N.) entre Frey d'une part et les deux autres leaders : Koritschoner et Tomann. Frey interprétait le front unique, défini par le IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale, en bon social-démocrate de gauche qu'il est toujours resté. Koritschoner, par contre, dont les idées se rencontrent sur bien des points avec celles de Bordiga, tâchait de saboter la tactique du front unique, à laquelle il n'adhérait que du bout des lèvres, et il entraîna Tomann dans cette voie, non moins dangereuse que celle de Frey. Au Congrès national de mars 1923, la fraction Tomann-Koritschoner écrasa la fraction Frey, qui comptait à peine un quart des délégués.

Dès lors, le Parti communiste cessa d'exister comme facteur politique dans notre pays. Absorbé par ses luttes intestines, il ne trouva plus l'occasion d'intervenir dans la vie politique. Battue dans toutes les sections, la fraction Frey n'en continua pas moins sa lutte, qui aboutit au désastre électoral d'octobre 1923 et à la dissolution du Comité central par l'Exécutif de l'Internationale. Les représentants de l'I.C. à Vienne, Abramovitch, Neurath et Dimitriev s'efforçaient d'imposer au Parti une direction Frey, dont la majorité ne voulait point.

Les dirigeants les plus connus des deux fractions : Tomann, Koritschoner, Wertheim, Frey et Friedlaender furent sommés de quitter l'Autriche par l'Exécutif de l'I.C., qui leur interdit de militer dans leur pays. Les exclusions commencèrent. Des sous ordres des deux

(1). Ceci était écrit en Avril. Quatre mois plus tard, nous n'avons rien à y changer...

fractions, hissés par l'Exécutif à la direction du Parti et contents d'être débarrassés de concurrents plus intelligents, se cramponnèrent par tous les moyens aux fonctions que le hasard leur avait procurées et qu'ils étaient incapables de remplir.

La bolchévisation ne fit qu'achever ce qui avait déjà commencé avant le V<sup>e</sup> Congrès mondial. Toute tendance politique disparut dans les luttes fractionnelles. Un Comité central composé d'ignorants, d'hypocrites, de gamins, d'étudiants avortés et de quelques ouvriers abusés, se défendait contre l'assaut des deux fractions Koritschoner-Tomann et Frey qui, malgré toutes leurs tares, avaient l'avantage d'être dirigées par des camarades capables de s'orienter, de donner au Parti une ligne politique, fût-elle défectueuse, tandis que le Comité central était contraint de patauger, puisque les plus intelligents de ses membres étaient des ignares du genre Sémard ou Thaelmann.

Alors se produisit un fait qui devait empoisonner encore davantage la vie du Parti : pour reconquérir la direction perdue, les chefs des fractions d'opposition se livrèrent à une surenchère de loyauté à l'égard des bolchévisateurs de l'I.C. Chacune des trois fractions (Comité central, Tomann-Koritschoner, Frey) s'efforçait de paraître plus catholique que le pape, plus zinoviéviste que Zinoviev, plus bolchévisatrice que les bolchévisateurs, et enfin plus stalinienne que Staline.

Le Comité central (Fiala, Kopenig) conspirait avec Ruth Fischer et Zinoviev, tout en affirmant en public sa solidarité avec Staline. La fraction Frey, qui sympathisait en 1923-24 avec Brandler et avec Trotsky, approuva la bolchévisation. La fraction Koritschoner-Tomann, qui luttait contre la néfaste politique zinoviéviste du C.C. en 1924-25, la critiquait au nom de la bolchévisation ! Chaque fraction se déclarait d'accord avec les maîtres de l'heure tout en les détestant et en désapprouvant leurs directives.

En été 1925, les fractions Frey et Tomann-Koritschoner firent bloc contre le Comité central, sans se faire la moindre illusion sur la valeur politique de leur amalgame. Mais dans la situation donnée, on pouvait vraiment considérer que la victoire de ce bloc aurait été un avantage, la clique corrompue d'incapables à la tête du Parti se composant d'anciens pangermanistes, d'anciens sionistes, d'anciens nationalistes tchèques et autres que la bolchévisation avait hissés au Comité central. Battu au Congrès national de septembre 1925, ce bloc d'opposition perpétua une existence ravagée de luttes intestines jusqu'à la fin de 1926. La rupture se produisit entre Frey et Tomann-Koritschoner parce que Frey marchait droit à la scission, que Tomann-Koritschoner voulaient éviter. Frey reprochait en outre à ces derniers d'avoir refusé de désavouer quelques camarades de leur fraction qui étaient en rapports avec des opposants d'Allemagne. A cette époque, Frey était stalinien 100 %. Au début de 1927, il fut exclu du Parti pour avoir préparé la scission. Il entraîna avec lui quelques centaines de membres sur les 3.000 que compte le Parti.

Ne voulant pas suivre Frey dans la voie d'une scission sans perspective, la fraction Tomann-Koritschoner continua son activité dans le Parti, se proclamant opposition « loyale », dans l'espoir de reconquérir la direction par sa supériorité intellectuelle, son dévouement à la cause, et le nombre considérable de ses partisans, presque tous ouvriers d'usine. Cependant, sous le poids de l'appareil soudoyé et grâce à l'étouffement de toute discussion, la clique du Comité central réussit à battre l'opposition une fois de plus au Congrès de juin 1927. Par son attitude ambiguë dans la question du « trotskysme », par son souci constant de ménager le chou et la chèvre, par son alliance et sa rupture avec la fraction Frey, la fraction Tomann-Koritschoner s'était discréditée, son idéologie s'était altérée à la suite des péripéties de la lutte fractionnelle en Russie, sa capacité d'action semblait dans de multiples divergences d'opinions.

L'émeute du 15 juillet 1927 a fourni la meilleure

démonstration de l'inexistence politique du Parti. La masse était dans la rue, sous la mitraille de la police, engagée dans une action spontanée, abandonnée par les leaders réformistes qui la laissaient sans directives pour lui intimer trois jours après l'ordre de battre en retraite sans avoir rien obtenu. Le Comité central du Parti communiste délibérait. Il lançait des tracts, mais au lieu d'être dans la rue avec la masse ouvrière aux heures du danger, ces « dirigeants léninistes » restaient inertes dans leur salle de séances. Un d'entre eux, Ziegler, allait même faire une excursion aux environs de Vienne pour déguster du vin...

Les discussions dans le Parti après les événements du 15 juillet sur la possibilité d'une conquête du pouvoir (ni plus ni moins !), sont sans intérêt. Autant vaudrait relater les « débats » politiques des habitués d'un bistro quelconque. Le prolétariat autrichien se désintéressa d'un Parti qui n'a ni ligne politique, ni dirigeants, ni idéologie (sauf un « léninisme » de façade et de commande).

Au sein du Parti, les luttes fractionnelles ont cédé la place à une stagnation, à l'inertie et à un puéril jeu militaire avec un « front rouge » squelettique, refuge des pires arrivistes. Le Parti est en désarroi, le Comité central, prêt à tout, a naturellement approuvé d'enthousiasme les décisions du XV<sup>e</sup> Congrès bolchévik et les déportations.

La fraction Tomann-Koritschoner s'est désagrégée, ses membres défendant les points de vue les plus divers, depuis l'approbation des méthodes staliniennes (par conviction et non pas pour de l'argent, fait rare dans l'Internationale !) jusqu'à l'approbation de la fraction Trotsky. Il y a parmi eux quelques camarades qui font un effort sérieux en vue de se dégager de la confusion, ne voulant se traîner à la remorque ni des uns ni des autres.

Le groupe Frey, exclu au début de 1927, a changé d'attitude depuis l'écroulement de ses espoirs de conquérir la direction du Parti en flagornant Staline. Autrefois résolument hostile à la fraction Ruth Fischer-Maslow, ce groupe est aujourd'hui en relations intimes avec les dirigeants du « Leninbund » d'Allemagne, qui lui fournissent à la fois l'idéologie « léniniste » et les moyens de la diffuser par un organe bi-mensuel. Cet accord n'était d'ailleurs pas trop difficile à réaliser, Frey et Ruth Fischer ayant un mot d'ordre commun qui ne relève pas précisément du communisme ou du socialisme : le « rattachement à l'Allemagne », cri de guerre réactionnaire et nationaliste de certaines couches d'intellectuels et de petits-bourgeois, et dont la masse des ouvriers autrichiens se moque comme de l'an 40 (1).

S'il est une section de l'Internationale dont l'état cadavérique ne peut plus faire de doute pour personne, c'est bien le Parti communiste autrichien.

O. M.

## RUSSIE

Mai 1928,

En attendant le prochain accès de crise du Parti, toute vie semble éteinte dans la section modèle de l'Internationale. Le communisme russe ne connaît, depuis quelques années, que la fièvre ou la torpeur.

D'après Iaroslavsky, qui a plutôt tendance à atténuer, environ 5.000 opposants ont été exclus du Parti. Il s'agit des opposants déclarés, les plus en vue. Cela représente l'effectif réel des partis commu-

(1) En juillet 1925, le Congrès national du P.C. allemand a voté le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, sous l'impulsion de Ruth Fischer. Singulier communisme ! C'est comme si le Parti communiste français préconisait l'annexion de la Belgique à la France. Et une fois leurs vœux exaucés, ces « communistes » s'ingénieraient sans doute à fomentier ou à soutenir un mouvement autonomiste. Comprenez qui pourra !

mistes britannique, belge, autrichien, hollandais et scandinaves réunis... Et nous ne parlons pas de la qualité des hommes.

Cependant, les conflits s'élaborent sourdement aux « sommets ». On sait comment les choses se passent en Russie : le silence est obligatoire dans les rangs tandis que les « chefs » se querellent dans le vase clos du Bureau politique. Quelques initiés sont au courant des divergences et des conflits, peu à peu révélés par chuchotements dans l'entourage immédiat des « sommets ». Le Parti ignore tout. Un beau jour, une nouvelle « discussion » éclate devant le public ébahi, « discussion » où ce sont toujours les mêmes qui ont la parole. En fin de compte, c'est la raison de « l'appareil », servi par le Guépéou, qui finit par avoir raison.

Dès qu'une opposition est vaincue, les vainqueurs se disputent l'hégémonie. Au lendemain de sa dernière victoire, Staline a eu affaire à une coalition qui, déjà, le met en difficulté. Passant outre aux menues péripéties de cette rivalité, il suffit d'indiquer que Staline est en minorité au Bureau politique comme au Comité central, état de choses qui ne saurait évidemment durer au-delà de la prochaine crise économique aiguë que subira le pays.

Le Bureau politique compte huit membres, le neuvième n'ayant jamais été nommé par suite de l'antagonisme opposant quatre membres aux quatre autres. Actuellement, Staline se trouve seul avec son auxiliaire Molotov. Contre lui, Rykov, Kalinine et Tomsky, forment une nouvelle « troïka » qui se flatte d'avoir une majorité des deux tiers au Comité central. Boukharine et Vorochilov servent de « tampon ». Roudzoutak attend de savoir quel sera le plus fort.

Staline se paye le luxe d'une politique dite « de gauche » qu'il imputait à crime à l'opposition, et qui, bien entendu, ne vaut pas mieux en son nom que sous le drapeau de celle-ci. Rykov et ses alliés laissent faire dans une certaine mesure, tout en marquant des points à chaque occasion, estimant que l'heure n'est pas encore venue de livrer combat, et attendant les effets de la politique incohérente de Staline, c'est-à-dire l'aggravation de la situation générale, pour mettre en avant leur vrai programme.

Comme nous l'avons dit précédemment, cet antagonisme a pour prolongement le sourd conflit de deux bureaucraties : celle du Parti et celle de l'Etat qui s'est incorporée à l'administration des syndicats et le personnel des coopératives. Laquelle l'emportera ? « A la fin des fins », comme disent les Russes, la nouvelle troïka, soutenue par l'énorme appareil étatique-syndical, doit avoir le dessus. Mais dans l'avenir immédiat, Staline dispose d'un appareil politique encore très puissant qui ne se laissera pas briser sans résistance. Reste à savoir quel rôle jouera, dans le prochain différend, le Guépéou, plus exactement ses chefs.

L'affaire se complique de la médiocrité des personnalités de la majorité nouvelle, qui n'a pas un homme comparable à Trotsky pour l'intelligence ou à Staline pour la mâchoire. D'où les hésitations, la temporisation de la « troïka » qui a besoin de gagner du temps.

L'opposition, dans une partie importante de ses cadres, a tendu un moment à collaborer avec Staline. L'exemple de Zinoviev et Kamenev, de Piatakov, Krestinsky et Antonov, parut contagieux. Mais cela ne dura pas. L'ancien secrétaire du rayon de Krassnaïa-Presnia, Bielinky, et un autre auxiliaire de Zinoviev, Sarkis, ont à leur tour exprimé leur repentir et demandé humblement à rentrer dans le giron du Parti. Radek, bientôt suivi de Safarov, Vardine et Vouïovitch, a éprouvé le besoin de désavouer ses récents amis du *Leninbund* d'Allemagne. (Si tous ces virtuoses de la stratégie « léniniste » ne contractaient pas tant d'alliances à tort et à travers, cela leur épargnerait l'indignité d'avoir à se désavouer les uns les autres dans le malheur).

Trotsky, dignement, se tait. Sapronov et ses amis aussi. Quant à l'ancienne « opposition ouvrière », il y a beau temps qu'elle a cessé d'exister.

Juillet 1928.

Quelques semaines ont passé depuis que les lignes ci-dessus ont été écrites. Elles n'ont fait que préciser les phénomènes ici décrits.

Au Bureau Politique, Boukharine a incliné décidément du côté de la « troïka ». Mais Staline, que les principes n'ont jamais embarrassé, met en pratique un procédé déjà courant dans le Parti bolchévique : pour durer, il adopte la thèse de ses adversaires... Ainsi, l'on garde les mêmes et les bêtises continuent.

Staline dure, d'ailleurs, non seulement en feignant de changer d'opinion au moment opportun, mais pour les raisons dites plus haut : il dispose de « l'appareil » politique, organisé par lui, et ses adversaires n'ont pas un homme d'envergure à lui opposer. Un nouveau déchirement au sommet ouvrirait des perspectives dangereuses : les deux parties préfèrent composer.

Mais c'est la politique de « droite » qui s'impose inéluctablement. Les mesures dites « de gauche » qui réjouissaient tant l'opposition et les suiveurs de celle-ci à l'étranger ont fait fiasco ; elles ont porté préjudice à toute l'économie soviétique et au régime lui-même ; il a fallu les annuler et faire de nouvelles concessions aux paysans relativement aisés, ceux qui ont des céréales à vendre, *c'est-à-dire au capitalisme*.

Nous analyserons et commenterons la situation nouvelle dans un article d'ensemble.

Un certain nombre de Safarovs et de Vardines, de sous-Safarovs et de sous-Vardines ont fait acte de contrition et renié, à leur tour, l'opposition. Une fois de plus, les excités « de gauche » se sont avoués sous leur vrai jour : successivement braillards et dégonflés. Le même phénomène s'est produit dans tous les pays.

Voir d'autre part l'article *Staline et l'Opposition*.

## TCHÉCO-SLOVAQUIE

En Tchéco-Slovaquie comme en Allemagne, en France et en Pologne, une soi-disant « opposition » de gauche, filiale du groupe de Zinoviev, s'était constituée en 1926. Ses représentants étaient les « bolchéviseurs » de 1924, parmi lesquels Aloïs Neurath, qui avaient avili et discrédité le communisme de leur pays en le prostituant à l'autocratie bureaucratique russe.

Rien ne différenciail, au fond, ce groupe, du groupe dirigeant. Des intérêts de clans suffisaient à les opposer. L'un et l'autre se subordonnaient à une fraction du bolchévisme russe pour profiter des miettes d'une suprématie.

La clique de Neurath publiait un organe, le *Rudy Prapor*, digne version tchèque de *Die Fahne des Kommunismus* et de *l'Unité léniniste*, maculatures à mettre dans le même panier. Tous ces gens-là, bien entendu, posaient à la tendance « de gauche », mais se caractérisaient surtout par une même absence d'idées, de moralité, de principes.

Or, à la fin de mars dernier, Aloïs Neurath, à son tour, a, selon la formule en cours, « capitulé » devant ceux qu'il combattait la veille, expliquant que le XV<sup>e</sup> Congrès bolchévique l'avait convaincu de la justesse de la politique de Staline et du caractère « anti-léniniste » des vues de l'opposition.

Cela était prévisible, cela était prévu. Qui se ressemble, s'assemble.

Bonne leçon pour ceux de nos camarades russes qui croient pouvoir s'allier à n'importe qui pour faire n'importe quoi.

Bonne leçon pour ceux de nos camarades belges et français, heureusement peu nombreux, qui croient s'élever à la haute politique en s'abaissant à des complaisances, voire à des compllicités, envers les Neurath des divers pays.

# La Scission du Parti Communiste Belge

Les démolisseurs léninistes ont une scission de plus à leur actif : la conférence nationale du parti communiste belge, réunie les 10 et 11 mars, a scindé le mouvement communiste belge en deux tronçons.

Les créatures de Staline avaient préparé cette scission de longue main. L'élimination des opposants de Belgique leur tenait d'autant plus à cœur que le Parti belge avait été, de toutes les sections de l'I.C., la seule qui eût réussi à échapper dans une certaine mesure à la bolchévisation de 1924. Après le 5<sup>e</sup> Congrès mondial et l'Exécutif de la bolchévisation (mars 1925), le Comité Central belge s'opposa à l'unanimité moins Jacquemotte à la campagne anti-trotskyiste et repoussa les injonctions des agents de Zinoviev. En été 1925, le Comité Central belge fut convoqué à Paris, avec des représentants de l'I.C. et du Parti français. Par tous les moyens imaginables de pression, on parvint à lui extorquer une déclaration contre Monatte et Rosmer.

La bolchévisation en Belgique en restait là. Les énergumènes léninistes avaient réussi à imposer le silence à notre Parti qui ne voulait pas de la bolchévisation. Mais ils ne réussirent pas à lui imposer leur point de vue et à abrutir ses membres. En refusant de se prostituer à l'instar des « dirigeants » des autres sections de l'I.C., les leaders belges avaient pu enrayer la gangrène léniniste, mais ils n'avaient pu la supprimer. Ils devaient pourtant publier les documents officiels de l'I.C., contenant tous les mensonges et toutes les calomnies qu'ils refusaient de propager eux-mêmes. Et la réorganisation de ce petit parti, comptant un millier d'adhérents, sur la base des cellules, finit par étouffer toute vie intellectuelle, toute discussion féconde, tout travail communiste, les organisations morcelées étant incapables de fournir un effort sérieux.

Cette situation ne pouvait durer indéfiniment. Avec l'exacerbation des luttes fractionnelles en Russie, la camisole de force se serrait de plus en plus autour des sections non-russes de l'I.C. Le moment vint où les staliniens, ne voulant plus d'un mutisme déguisant une sourde désapprobation, exigèrent la prosternation intégrale, et où les événements contraignirent les dirigeants de notre parti à prendre nettement position.

En automne 1927, après l'exclusion de Trotsky et de ses amis du Comité Central d'abord, du Parti ensuite, à la veille du XV<sup>e</sup> Congrès bolchévique, la situation ne permit plus de demi-mesures. Le C.C. belge adopta le 29 novembre, par 15 voix contre 3, une résolution déplorant en termes pondérés les exclusions et refusant de condamner ou d'approuver avant une discussion approfondie.

Cette résolution, pourtant loin d'être une solidarité avec l'opposition russe, suscita la colère des usurpateurs de Moscou. Staline s'empressa d'envoyer des créatures en Belgique pour apprendre à notre parti la « discipline ». De Boeck et Cœnen se transformèrent en quelques jours de trotskystes en staliniens et obtinrent ainsi la permission de rentrer de Russie en Belgique pour contribuer à la bolchévisation qu'ils avaient combattue quelques années durant.

Pendant tout le mois de décembre, la bande stalinienne déploya une activité fiévreuse pour amener le Comité Central au point de vue « léniniste ». Elle noyait inlassablement les militants influents pour les arracher à l'« hérésie ». Malheureusement, l'opposition qui avait la majorité au Secrétariat (Van Overstraeten et Hennaut contre le stalinien ex-zinoviéviste Jacquemotte) ne réagit pas avec la vigueur nécessaire contre les menées des agents de Staline. Elle resta inactive devant le noyautage officiel.

À la nouvelle réunion du Comité Central (fin décembre), 13 membres sur les 15 qui avaient voté la résolution du 29 novembre se prononcèrent pour la

motion Van Overstraeten, en faveur de l'opposition russe. Pendant un mois, par un noyautage effréné, les staliniens avaient réussi à conquérir *deux* membres sur quinze. Cependant, De Boeck et Cœnen étant rentrés, les 3 staliniens du 29 novembre étaient devenus sept. Avec une délégation renforcée des Jeunesses, ils avaient 10 représentants contre 13 soi-disant « trotskystes ». Il leur fallait encore au moins trois complices, et ils les trouvèrent. Trois représentants des communistes étrangers, qui n'avaient jamais eu auparavant voix délibérative, votèrent avec eux. Ainsi le C.C. se partageait en deux tronçons de chacun 13 membres. En accordant voix délibérative aux étrangers, ce qui était anti-statutaire puisque les étrangers votent comme les autres dans leurs cellules, l'opposition commit une grave faute qui porta préjudice à son action ultérieure, car il aurait fallu remanier le Bureau Politique, composé de 5 staliniens et de 4 opposants, en conformité avec la majorité effective du C.C. où prédominait l'opposition. En accordant un droit de vote spécial aux étrangers, l'opposition rendait ce remaniement impossible et se livrait elle-même, pour la discussion à venir, à la majorité du Bureau politique.

La discussion, à laquelle le *Drapeau Rouge* consacra trois fois par semaine trois à quatre colonnes, ne manqua pas d'exaspérer les « orthodoxes ». Comme partout ailleurs, ils ne pouvaient opposer aux arguments des opposants, qu'injures, menaces, calomnies et mensonges. Par un coup de force, les staliniens supprimèrent la tribune de discussion, monopolisant 15 jours avant la conférence qui devait se réunir le 11 mars toutes les colonnes du *Drapeau Rouge*.

En attendant, le Parti s'était prononcé. Presque partout, les opposants avaient la majorité, faible à Liège, Charleroi et dans le Centre, forte à Bruxelles, Anvers et Gand. Les staliniens, connaissant à merveille l'état d'esprit des militants, réfractaires à leurs méthodes et à leurs vues, se souciaient beaucoup moins de convaincre que de fabriquer artificiellement une majorité favorable à leurs desseins. Grâce à la complaisance des opposants du C.C., le droit de vote fut accordé aux membres des Jeunesses Communistes dans les assemblées fédérales du Parti, fait anti-statutaire et sans précédent. Or, la plupart des jeunes, sous l'influence de De Boeck, s'étaient prononcés pour Staline. Et en outre, il y avait un peu partout un grand nombre de camarades étrangers, sachant mal la langue et n'ayant pas suivi convenablement la discussion (1). Au dernier moment, les officiels firent adhérer au Parti beaucoup de gens inconnus auparavant dans les cellules et dans les rayons et auxquels on accorda droit de vote ! Ces choses auraient pu être évitées si les dirigeants de l'opposition avaient fait preuve d'un peu plus de clairvoyance et de fermeté.

Le résultat du vote donna 74 délégués à la clique officielle et 34 à l'opposition. Il convient cependant de noter qu'au moins 45 mandats staliniens étaient dus aux jeunes, aux étrangers et aux néophytes que nuls n'avaient vus auparavant dans le Parti et que personne ne voit maintenant dans les assemblées du Parti. On se rend donc compte de ce que vaut cette « formidable » majorité, cette « écrasante » victoire. En réalité, un peu plus de la vraie majorité du P.C. belge s'était prononcée pour l'opposition.

Connaissant leur faiblesse effective, les majoritaires manœuvraient pour exclure les dirigeants de l'opposition tout en ménageant la masse des opposants,

(1) Ils n'avaient pu lire en leur langue que la documentation officielle, c'est-à-dire unilatérale. Mais pour connaître les arguments de l'opposition, il fallait savoir soit le français, soit le flamand.

majorité du parti. Mais l'opposition resta ferme. Elle repoussa la demande des majoritaires de renoncer à ses idées. Les 34 opposants quittèrent la conférence et se constituèrent en conférence de l'opposition. Pas un ne fléchit. Nous ne pouvons cependant nous abstenir de songer avec regret qu'une meilleure tactique avant la conférence aurait permis à l'opposition d'avoir la majorité, ce qui eût été sans doute plus utile à notre cause.

La scission est aujourd'hui consommée. Les « majoritaires » ramassent péniblement les bribes des organisations qu'ils ont démolies, et d'où ils ont chassé, par leurs répugnantes manœuvres, les meilleurs militants, les communistes de la première heure, les plus intelligents ouvriers dont le dévouement et l'esprit de sacrifice ont assuré au Parti cette influence sur la masse ouvrière qui lui a rapporté 70.000 voix aux élections communales d'automne 1926. Ceux qui étaient, à Bruxelles et en province, les dirigeants reconnus du communisme belge, sont à la tête de l'opposition : à côté de Van Overstraeten, de vaillants ouvriers de l'usine, l'élite du communisme belge, tels que Hennaut, Lesoil, Cloosterman, Lootens, Polk. Il est vrai, les « majoritaires » n'ont pas besoin d'intelligence : Staline et Boukharine sont là pour un coup... Dans la plupart des régions, l'opposition a conservé l'organisation du Parti, et c'est elle qui a le moins pâti de la scission. La « majorité » est dans une situation lamentable : ceux qui ont voté pour elle ne sont ni capables ni désireux de travailler. Ils étaient bons à voter ; à présent ils se défilent.

La majorité a gardé *Le Drapeau Rouge*, dont le tirage est en forte baisse depuis la scission. L'opposition publie deux organes hebdomadaires, en français et en flamand.

S'il faut rendre justice aux camarades de l'opposition, à leur fermeté, à leur honnêteté, à leur esprit resté foncièrement communiste malgré quatre années de bolchévisation, il importe pourtant de dire quelques mots de leur orientation politique, qui ne vaut pas leur caractère.

Tandis que la clique majoritaire se considère comme la filiale de Staline, l'opposition se considère, dans sa majorité, comme une filiale de l'opposition russe. Or, une saine opposition communiste ne devrait pas se traîner à la remorque de telle ou telle tendance du bolchévisme, mais élaborer et préciser sa propre idéologie en pleine indépendance. L'avis des camarades de l'opposition russe peut naturellement être précieux, mais c'est une grave faute que de l'adopter aussi aveuglément que les staliniens subissent l'ordre de leurs supérieurs.

L'opposition belge n'a pas su éviter la vaine phraséologie gauchiste, triste héritage de l'alliance avec Zinoviev et qui a survécu à la présence de l'ex-président de l'I. C. dans les rangs de l'opposition russe. Pour celle-ci, la dégénérescence de l'I. C. s'explique d'une façon par trop simpliste : établissant un dangereux parallèle avec la II<sup>e</sup> Internationale, elle attribue la déconfiture de l'I. C. à ... l'opportunisme. Ni plus ni moins, et ceci en présence d'une tactique d'extravagance gauchiste imposée aux partis communistes français et anglais pour les élections, et d'une série de gaffes d'extrême-gauche que le Parti allemand a commises depuis la fin de décembre dernier dans les mouvements de grève.

L'opposition belge n'a pas su non plus se débarrasser de la léninomanie, et l'on trouve souvent, dans ses publications, des mots qui ne veulent rien dire, tels que : léninisme, ligne bolchéviste, etc., ou signifiant la politique officielle que tout marxiste conscient répudie.

Il y a cependant, parmi les opposants, des camarades ne partageant pas ces vues simplistes et qui, désireux d'approfondir les questions, insolubles à coups de phrases gauchistes et « léninistes », considèrent le *Bulletin Communiste* comme l'organe traduisant le plus fidèlement leur tendance.

Nous ne doutons pas que ces faiblesses de l'opposition belge, dues à la confusion générale inévitable après quatre années d'étouffement de toute discussion, pourront être corrigées dans une atmosphère de libre et franche discussion.

Voici donc en Belgique, à côté du Parti officiel corrompu, un groupe d'opposition communiste indépendant, plus solide que le Parti officiel. L'existence et l'évolution ultérieures de ce groupe constitueront en quelque sorte une épreuve : son avenir démontrera si la déconfiture des sections de l'I. C. est simplement due à la bureaucratization et à des fautes politiques du communisme officiel ou si, en général, l'ère est passée des Partis communistes édifiés au lendemain de la révolution russe.

LOUIS RAMON.

## Staline et l'opposition

Au milieu du mois de mai, Staline a fait à l'opposition russe des ouvertures de paix, c'est-à-dire a proposé d'annuler les mesures de déportation et d'emprisonnement et de préparer la réintégration dans le Parti en échange de certains engagements. Cet événement coïncidait avec la mise en minorité de Staline au Bureau Politique et quelques symptômes apparents de détente dans la répression.

Les opposants ont naturellement demandé, pour commencer, l'autorisation de se réunir afin d'examiner la proposition. Cela ne fut pas accordé. Un échange de vues eut lieu par correspondance entre les opposants et aboutit à une rupture des conversations engagées avec les gens de Staline.

Quel est le sens de la manœuvre de celui-ci ?

Staline n'ignore pas les divergences qui existent entre les leaders de l'opposition, dont les lettres sont évidemment ouvertes par la police et copiées avec zèle (nos camarades n'ont rien à cacher de leurs idées et discutent ouvertement). Il savait que plusieurs « anciens bolchéviques » comme Sérébriakov et Prébrazhensky considéraient sa nouvelle politique paysanne comme « de gauche » et propre à faciliter une collaboration avec l'opposition. L'acte maladroit de Radek, se mêlant, d'exil, aux affaires communistes allemandes dans un sens conforme au point de vue officiel, était interprété à tort par d'aucuns comme un indice de « repentir » prochain. Staline ne pouvait attendre de Trotsky qu'il cédât sa position historique contre un plat de lentilles mais il espérait probablement détacher de l'opposition quelques fortes unités, refaire le coup de Piatakov.

Son calcul a été déjoué, l'opposition lui ayant répondu en renforçant sa cohésion.

La publication intermittente du *Bulletin* ne nous permet pas de suivre ici d'heure en heure les phases de ces petites manœuvres et le cheminement des controverses. Il n'importe guère : de temps en temps, un examen d'ensemble mettra les choses au point.

Nous nous abstenons pour la même raison d'enregistrer les menues évolutions des fantoches de la haute politique léniniste, comme le tout dernier « repentir des repentis » (Zinoviev et Kamenev), le récent gauchisme de Kalinine (1), etc. Cela relèverait de la petite chronique quotidienne. Ici, nous avons autre chose à faire.

## Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Le numéro-double : 3 francs

ABONNEMENTS :	France	Etranger
1 an.....	15 fr.	18 fr.

Adresser toute la correspondance à BORIS SOUVARINE, 96, quai de Jemmapes, Paris (X<sup>e</sup>).

## Paul AXELROD

Agé de 78 ans, le socialiste russe Paul Axelrod est mort à Berlin, le 17 avril 1928.

Il fut un des fondateurs de la social-démocratie en Russie. Il était en 1883 parmi les initiateurs du groupe *Osvobodjénie trouda* (Emancipation du travail), premier noyau social-démocrate qui devait se scinder vingt ans plus tard en bolchéviks et menchéviks. Dans les luttes entre ces deux fractions, il joua un rôle important comme un des chefs du menchévisme, aux côtés de Plékhanov, Martov, Dan, Abramovitch.

Sa vie mouvementée reflète toutes les péripéties de la révolution russe, de ses premières convulsions élémentaires jusqu'à sa victoire.

Dans la première période, il s'agissait de trouver, au milieu du sentiment confus de révolte germant dans le peuple russe, une ligne de conduite permettant de discerner les éléments capables de faire la révolution. L'étude du marxisme avait convaincu Axelrod que la force destinée à renverser le trône ne pouvait être que la classe ouvrière. Or, cette classe n'existait pas encore en Russie à l'époque où Axelrod entra dans la vie politique. Une masse amorphe de paysans gémissait sous la pression d'une noblesse corrompue et vorace; une poignée d'intellectuels les *narodniki* (populistes), se faisaient les interprètes de ses souffrances, en prêchant et en pratiquant la terreur individuelle contre la classe dominante.

Était-il possible de faire jaillir ainsi la flamme de la révolution des douleurs des paysans opprimés et meurtris, mais abrutis sous le joug, disséminés et impuissants en face du pouvoir centralisé? C'est sur cette question que Paul Axelrod et ses amis se séparèrent des populistes en opposant à leur thèse de la révolution « populaire » la thèse marxiste du développement de l'industrie et du capitalisme générateur d'une forte classe ouvrière et de la révolution prolétarienne. Thèse difficile à soutenir dans un pays où l'on ne trouvait pas encore trace, à l'époque, du capitalisme moderne. Pourtant, leurs prévisions se réalisèrent. Le capitalisme pénétra en Russie, l'industrie s'y développa, les premiers groupements ouvriers se formèrent à Pétersbourg et à Odessa entre 1880 et 1890, et, en 1896, la Russie arriérée connut la première grande grève, celle du textile de Pétersbourg.

Mais s'il était déjà difficile de proclamer, dans la Russie d'alors, la fameuse formule marxiste que l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, il était encore plus ardu d'orienter la lutte prolétarienne dans ce sens. L'exemple des révolutions européennes, notamment de 1848, hantait les marxistes russes, et au lieu d'analyser les particularités de la situation de l'Empire et d'en dégager une tactique conforme aux conditions données, la plupart d'entre eux transplantèrent simplement le schéma des révolutions française et allemande en Russie.

Dans le domaine économique, l'ardeur de défendre le marxisme et de prouver la possibilité, voire la nécessité du développement d'une grande industrie capitaliste, avait déjà conduit les « marxistes légaux », Strouve, Tougan-Baranovsky et Boulgakov au-delà du but qu'ils s'étaient proposés d'atteindre : ils devinrent les apôtres de la jeune bourgeoisie. Dans le domaine politique, l'adoption mécanique du schéma des révolutions européennes devait entraîner aussi Paul Axelrod et ses amis à la remorque de la bourgeoisie libérale.

En France, en Allemagne déjà moins, la révolution contre la féodalité fut l'œuvre des masses petites-bourgeoises et ouvrières, dirigées par la bourgeoisie. Ce n'est qu'après la chute de l'absolutisme que le prolétariat s'organisa en classe, rejetant la tutelle de la bourgeoisie libérale et engageant la lutte sur son propre terrain pour le socialisme. Axelrod et ses amis en concluaient qu'en Russie aussi, le prolétariat devait appuyer tout d'abord la lutte de la bourgeoisie contre le tsarisme, subordonner son action à celle de l'allié bourgeois dont la révolution devait déblayer le terrain à la lutte indépendante du prolétariat pour ses propres intérêts.

Cependant, la situation en Russie était différente des conditions dans lesquelles s'accomplit la révolution bourgeoise en Europe. En Europe, la grande industrie ne pouvait se développer qu'après la destruction des multiples entraves féodales, que l'aristocratie voulait maintenir à tout prix. En Russie, l'industrie se développait sous la protection du tsarisme, qui encourageait la construction de chemins de fer et la fabrication de matériel de guerre. En Europe, notamment en France, la bourgeoisie s'était jetée avec hardiesse dans la lutte révolutionnaire, ne voyant pas encore le danger qui la guettait : la classe prolétarienne montant derrière elle sur la scène politique. En Russie, la bourgeoisie s'était instruite des exemples européens et craignait, dès le début, la menace ouvrière plus que la pression tsariste. En Europe, le prolétariat était encore faible et peu concentré à l'époque de la révolution bourgeoise. L'industrie russe, s'étant développée plus tard et ayant profité du progrès technique européen, fut déjà fortement concentrée dès son origine avec une classe ouvrière beaucoup moins éparse. La bourgeoisie européenne avait été révolutionnaire. La bourgeoisie russe cherchait dès sa naissance des accommodements avec les classes féodales.

De cet état de choses résultait une contradiction que la société européenne n'avait pas connue : la Russie s'acheminait vers une révolution bourgeoise dont la bourgeoisie voulait de moins en moins. La révolution bourgeoise était à l'ordre du jour, elle était indispensable au développement ultérieur de l'économie russe : mais à défaut d'une bourgeoisie révolutionnaire, il combattait au prolétariat de l'accomplir.

Cette contradiction imprime sa marque à toutes les luttes sociales de la Russie, depuis le début de notre siècle jusqu'à 1917. Elle explique toutes les luttes fractionnelles de la social-démocratie.

cratie russe. Attendre que la bourgeoisie fit elle-même sa révolution et subordonner l'action prolétarienne à celle de la bourgeoisie libérale, comme le voulaient les menchéviks, c'était abandonner la révolution. Axelrod et ses amis ne s'en rendaient pas compte. Ils attribuaient l'échec de la révolution de 1905 aux revendications « exagérées » du prolétariat qui, selon eux, auraient « effrayé » la bourgeoisie et l'auraient poussée dans les bras du tsarisme, alors qu'en réalité la bourgeoisie russe ne demandait qu'à s'entendre avec celui-ci.

Ce fut le mérite de Lénine d'avoir compris cette situation complexe et d'avoir tracé, pour l'action prolétarienne, une ligne de conduite découlant des rapports effectifs des classes sociales, de leurs buts réels et non de buts imaginaires que leur attribuaient Axelrod, Plékhanov et les autres menchéviks, obsédés par le schéma européen. Lénine se révélait ici comme le grand stratège des batailles sociales, discernant toujours les points faibles de l'adversaire, le terrain le plus propice et les meilleures forces auxiliaires. Reconnaissant l'impuissance révolutionnaire de la bourgeoisie russe, il s'opposait à la subordination du mouvement prolétarien à l'action bourgeoise et cherchait les alliés du prolétariat dans la masse paysanne où il entendait déjà gronder la révolte.

La dualité du caractère de la révolution russe ne s'exprimait pas moins âprement dans la question d'organisation. La révolution bourgeoise est l'action d'une minorité entraînant une masse populaire amorphe, peu éclairée sur les fins et la portée du mouvement, aboutissant à la dictature d'une minorité dirigeante sur une majorité dirigée. La révolution prolétarienne est l'action consciente de la masse salariée, agissant en connaissance de sa mission historique, du but à atteindre, des limites tracées par les circonstances objectives et des moyens de combat à sa disposition. Elle ne peut aboutir, sous peine d'une dégénérescence inévitable, à la dictature d'une minorité sur la classe, mais doit conduire à la dictature de la classe entière, dont les dirigeants sont les interprètes les plus lucides et les plus capables.

La révolution russe, bourgeoise par ses fins immédiates, mais prolétarienne par le facteur actif destiné à la conduire, posait des problèmes insolubles quant à l'organisation révolutionnaire. En tant qu'elle était prolétarienne, l'organisation de la classe destinée à l'accomplir devait être basée sur l'activité propre de la masse ouvrière, et non sur la volonté d'un Comité central lointain disposant de pouvoirs dictatoriaux. Mais comme le mouvement fermentait dans un pays où la révolution bourgeoise restait encore à faire et où les plus élémentaires conditions d'un libre développement intellectuel, de l'éducation marxiste de la grande masse faisaient défaut, la partie la plus révolutionnaire des social-démocrates russes, la fraction bolchévique, fut poussée dans la voie de l'organisation jacobine, calquée sur l'exemple de la révolution bourgeoise.

Il est intéressant de rappeler que les leaders

de la social-démocratie de Pologne et de Lithuanie, les plus éminents représentants du marxisme depuis la mort de nos maîtres, Léo Joguichès et Rosa Luxembourg, partageaient dans cette question les vues d'Axelrod, alors qu'ils se trouvaient presque toujours d'accord avec Lénine contre les menchéviks.

Les événements ultérieurs ont donné raison sur ce point à Rosa et à Joguichès, tant contre Axelrod que contre Lénine. L'attitude des menchéviks pendant la guerre et dans la révolution de 1917 a démontré que des vues marxistes sur une question particulière comme celle de l'organisation ne sont aucune garantie contre une fausse politique et que les meilleures déclarations menchévistes sur l'émancipation de la classe ouvrière comme œuvre des travailleurs eux-mêmes n'auraient pas empêché la révolution russe de s'effondrer sous l'assaut de la réaction tsariste. La révolution d'octobre 1917 a prouvé que ce n'est pas l'organisation qui détermine le cours des événements dans une période révolutionnaire, mais une politique juste, une tactique clairvoyante et l'aptitude à comprendre le sens des événements.

Si l'histoire a condamné la formule abstraite d'Axelrod, qui ne voulait voir dans la révolution russe qu'une révolution bourgeoise, elle n'a pas moins infirmé la théorie léniniste des « révolutionnaires professionnels » choisis par un Comité central tout-puissant pour présider aux destins d'un mouvement spontané de la masse. A la veille d'Octobre, les plus fidèles « révolutionnaires professionnels » choisis par Lénine firent défection, et beaucoup d'autres, comme Trotsky, qui avaient été à l'écart du groupe bolchévique jusqu'en 1917, s'engagèrent sans hésitation dans la bataille décisive. La situation était mûre, la masse agissait dans les fabriques, dans les campagnes, dans les casernes. La vague impétueuse porta les bolchéviks au pouvoir, non parce que, comme voudrait le faire croire la légende léniniste, ils avaient défendu depuis 1903 des idées impeccables, mais parce que, malgré leurs conceptions de détail parfois erronées, ils avaient une perspective exacte et une politique juste et que leur attitude résolument révolutionnaire, leur force d'action exemplaire et leur inviolable fidélité au socialisme international firent d'eux, à l'époque, les seuls représentants qualifiés des masses ouvrières de Russie.

Dix années se sont écoulées depuis Octobre. Octobre noir... Mort en exil, Paul Axelrod prend sa revanche. Il a eu tort contre les bolchéviks dans les questions fondamentales de l'évolution russe, et l'histoire l'a rejeté. Mais dans une certaine mesure, il a eu raison dans la question de la démocratie, non dans le sens de la démocratie bourgeoise, mais dans celui de l'organisation démocratique du mouvement ouvrier et d'une société qui veut réaliser le socialisme. Et si les bolchéviks d'aujourd'hui persistent à faire la sourde oreille, un sort analogue à celui d'Axelrod serait leur destin politique final.

ANT. ILESCU.

# NOS MORTS

## A. A. Bogdanov

Alexandre Alexandrovitch Bogdanov (Malinovsky), connu aussi sous les pseudonymes de Maximov et de Riadovoi, est mort à Moscou le 7 avril. Un des cerveaux les plus remarquables du communisme a cessé de penser.

Entré dans le mouvement socialiste en 1890, il fut du côté bolchévik lors de la scission de 1903 et l'un des fondateurs de notre Parti. Son intelligence, sa culture, son énergie, ses qualités exceptionnelles d'organisateur en firent un des hommes les plus éminents de la révolution russe. Médecin, il devint économiste et popularisa les conceptions économiques du marxisme. Il écrivit le roman d'anticipation sociale : *L'Etoile Rouge*, fameux en Russie, fut rédacteur des journaux *Le Proletaire* et *En Avant*, collabora à toutes les publications social-démocrates. Il avait acquis une érudition peu commune dans tous les domaines de la science.

Sous le tsarisme, il fut plusieurs fois arrêté, emprisonné, déporté. Après la révolution de 1905, il s'opposa vigoureusement à Lénine, aux côtés de Lounatcharsky, Gorky, Bazarov, Volsky, Liadov, Manouilsky, Alexinsky et d'autres, en cherchant une métaphysique idéaliste pour renouveler la pensée révolutionnaire et en préconisant une tactique politique dite d'extrême-gauche pour combattre l'ancien régime.

En philosophie, influencé par Mach et Avenarius, il élabora « l'empirionisme ». En politique, il appartint à la fraction anti-légalitaire, anti-parlementaire opposée à la participation aux élections et partisan du rappel des députés à la 3<sup>e</sup> Douma (*bogdanovistes, vperiodovtsy, atzovistes, ultimatistes*). Lénine lui donna brillamment la riposte avec l'aide de Plekhanov, son maître en philosophie dont il s'était rapproché en la circonstance, notamment avec son livre : *Matérialisme et empiriocriticisme*, et il fut pour ainsi dire seul dans son propre parti à soutenir un point de vue analogue à celui des menchéviks sur la Douma...

Lénine finit par imposer ses conceptions au parti bolchévik et reconquit la plupart de ses adversaires gauchistes. Mais Bogdanov ne s'inclina pas et il fut exclu du Parti en 1909. Il n'en resta pas moins bolchévik à sa manière et ne se départit jamais de sa fidélité aux principes du communisme.

Retiré de l'action politique militante, Bogdanov travailla de toutes ses forces pour la révolution et l'Etat soviétique, principalement préoccupé d'études scientifiques (notamment sur la transfusion du sang) et de culture prolétarienne. Il est mort en véritable héros civique, en stoïcien et en martyr de la science, s'étant livré sur lui-même à une expérience périlleuse de transfusion d'un sang de malade et ayant suivi jusqu'à son dernier souffle, avec les seules préoccupations du savant, les effets de son sacrifice.

Parmi ses ouvrages, il faut citer au moins : *L'Empirionisme* ; *De la psychologie de la société* ; *Les éléments essentiels d'une conception historique de la nature* ; *Le pays des idoles et la philosophie du marxisme* ; *La connaissance, du point de vue historique* ; *La Tectologie* ; *La science générale de l'organisation* ; *La science et la conscience publique, cours abrégé de science idéologique* ; *Questions du socialisme* ; *Le monde nouveau* ; *Le socialisme de la science* ; *La philosophie de l'expérience vivante* ; *Esquisses populaires* ; *Matérialisme, empiriocriticisme, matérialisme dialectique, empirionisme — science de l'avenir* ; *Cours abrégé de science économique* ; *Cours élémentaire d'économie politique* ; etc. etc.

Ses traités d'économie sont répandus en Russie à des centaines de milliers d'exemplaires, peut-être même à des millions. Ils servent de classiques dans toutes les universités, dans toutes les écoles et dans tous les cercles d'études du Parti.

C'est une honte pour le communisme officiel de nos jours, cette caricature, qu'un penseur communiste d'une telle envergure disparaisse sans qu'il se trouve dans les partis communistes (sauf en Russie) d'hommes capables de lui rendre hommage en faisant valoir l'intérêt multiple de son œuvre. Les ignorants qui ont laissé passer le centenaire de Saint-Simon, puis celui de Lassalle, puis le cinquantenaire de Bakounine sans donner au prolétariat d'études dignes de ces hommes et de leur œuvre ne savent même pas le nom de Bogdanov. Triste temps, pour la culture révolutionnaire.

Nous regrettons de ne pouvoir ici que bâcler quelques lignes à la mémoire d'Alexandre Alexandrovitch. Espérons qu'il se trouvera en Russie des camarades et des publications pour lui consacrer l'attention, l'intérêt critique dus à sa personne, à ses idées, à son labeur énorme. (Cela ne gêne plus le Bureau politique). Et plus tard, il nous sera peut-être donné d'intéresser une petite élite de révolutionnaires de langue française à l'œuvre de Bogdanov.

## Tsiouroupa

Alexandre Dmitriévitch Tsiouroupa, membre du Comité Central Exécutif de l'U.R.S.S. et vice-président du Conseil des Commissaires du peuple, est mort le 8 mai en Crimée.

Né en 1870, il entra dès 1891 dans le mouvement révolutionnaire et dans la social-démocratie russe dès sa fondation (1898). Il connut la prison et l'exil sibérien, pour son travail socialiste infatigable à Kherson, à Oufa, à Toula, à Kharkov et ailleurs.

La Révolution d'Octobre eut en lui un serviteur inébranlable.

Il occupa des postes responsables à la tête de différentes organisations d'Etat : au Conseil des Commissaires du peuple, au Plan d'Etat, aux Commissariats du commerce intérieur et extérieur. De 1922 à 1927, il fut membre du présidium du Comité Central Exécutif des Soviets, et, depuis 1923, du Comité Central du Parti.

## William Haywood

Le 19 mai, est mort à Moscou, à l'hôpital du Kremlin, notre camarade William Haywood. Il fut un des militants les plus en vue du mouvement révolutionnaire des Etats-Unis, leader des I.W.W. (Travailleurs industriels du Monde), organisation syndicale fondée en 1905 par Daniel de Leon, se réclamant de la lutte de classe, contrairement à la Fédération américaine du Travail.

Du temps où Haywood militait dans leurs rangs, les I.W.W. représentaient une puissance effective dans les luttes sociales de l'Union nord-américaine. L'attitude courageuse de cette organisation pendant la guerre valut à une centaine de ses chefs, dont Bill Haywood, des persécutions cruelles.

Traqué par les détectives, Haywood se réfugia après la guerre en Russie. Il fut de ces syndicalistes-révolutionnaires qui, pendant et après la guerre, n'attendaient pas le vote de thèses léninistes pour se vouer corps et âme à la cause de la révolution russe, et dont la plupart furent exclus de l'Internationale par la politique insensée des successeurs de Lénine.

Usé par une vie consacrée tout entière à la révolution prolétarienne, et grièvement malade depuis plusieurs années, Haywood ne participa pas aux luttes intestines qui déchirèrent le mouvement communiste depuis 1923. Sa longue maladie lui épargna le pénible dilemme qui offre aux communistes en vue le choix entre une soumission honteuse et la mort politique. Elle l'a préservé du sort de notre ami Tommasi, mort il y a deux ans, et dont les derniers jours furent empoisonnés par les calomnies des agents salariés de Zinoviev et de Staline.

## Livres et Revues

HENRI DE MAN : *Au delà du marxisme* (Bruxelles, l'Eglantine, 1927).

Henri de Man, le socialiste belge connu, a publié en Allemagne, en 1926, un livre intitulé *Zur Psychologie des Sozialismus* qui a suscité de vives discussions dans la social-démocratie de l'Europe centrale. En voici la traduction française, sous le titre *Au delà du marxisme*. C'est une longue étude où l'auteur, en 430 pages in-octavo, essaie de donner au socialisme, une base nouvelle, non marxiste, et même anti-marxiste.

De Man veut prouver que le marxisme a fait faillite comme idéologie du mouvement ouvrier ; il fait de celui-ci une analyse assez riche illustrée d'exemples se rapportant à son expérience personnelle. Il souligne les progrès du réformisme et, d'autre part, les résistances au marxisme, au sein même du prolétariat. Il croit que l'image que Marx s'en est faite est fautive, et en voit la preuve dans les dispositions et l'état présents de la classe ouvrière.

D'ailleurs, selon lui, le marxisme est battu en brèche non seulement par l'expérience historique, mais par le développement de la science, particulièrement par le renouvellement scientifique résultant des progrès de la psychologie moderne. Le marxisme fait partie du mouvement d'idées qui a triomphé dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et se caractérise par le « déterminisme », le « mécanisme », etc.

La psychologie moderne a fait prévaloir, au contraire, le volontarisme, l'énergétisme, le pragmatisme. Le marxisme ne saurait prétendre avoir constitué le socialisme scientifique. Il n'est qu'une forme nouvelle, sous un masque, de l'éternelle utopie socialiste. Il faut donc renouveler les fondements scientifiques et philosophiques du socialisme.

Le marxisme, doctrine révolutionnaire a donné naissance à un mouvement réformiste qui oublie le socialisme. Il faut sauver le socialisme, en l'intégrant à ce mouvement réformiste, et pour cela renoncer au marxisme. Mieux vaut continuer la politique réformiste en harmonie avec un idéal révolutionnaire que se donner l'illusion d'agir en révolutionnaire tout en poursuivant une politique au jour le jour, sans principe et sans idéal.

Le livre commence par une étude de la psychologie ouvrière. Il s'agit d'établir à quel état d'esprit correspondent les tendances révolutionnaires du prolétariat. C'est l'analyse des réactions effectives résultant des conditions de vie imposées aux ouvriers qui doit, selon De Man, nous instruire sur leur orientation. Le marxisme présente sur ce point une lacune et est incapable d'expliquer par quel processus psychologique certaines conditions de vie donnent lieu à certaines conceptions de classe. Il faut se demander, dit De Man, « comment les conditions de vie du travailleur réagissent-elles sur son état affectif et influencent-elles la direction de sa volonté sociale ? » (p. 29). C'est parce que le marxisme n'a pas tenu compte de la psychologie concrète de l'ouvrier ; c'est parce qu'il a ramené le prolétariat « à un facteur de l'équation algébrique de la Révolution sociale » (p. 31), qu'il a abouti au « culte fanatique » des masses, cause des pires illusions (1).

(1) De Man donne un curieux exemple à l'appui de son affirmation :

La révolution allemande de 1918 a prouvé, paraît-il, que c'est l'intervention des masses qui oriente les chefs

L'opposition de la classe ouvrière au capitalisme résulte du fait que des dispositions permanentes de l'être humain, dispositions qui préexistaient à l'organisation capitaliste, se sont trouvées contrariées par les exigences de celle-ci. Un état affectif s'est constitué dans la classe ouvrière européenne, caractérisé par un sentiment d'infériorité sociale, en face d'une classe dirigeante qui accapare le pouvoir.

Selon De Man, la tendance socialiste de la classe ouvrière est un phénomène spécifiquement européen. Par rapport au régime féodal, le capitalisme aggrave le sentiment d'oppression et d'inégalité ressenti par les masses. Son pouvoir « apparaît comme immonde, parce qu'il comporte une autorité sans responsabilité, et heurte donc en même temps le sens moral démocratique, chrétien et féodal. »

Ainsi, à l'origine du capitalisme le sentiment de l'égalité est commun à tous les hommes formés par la société occidentale : le christianisme a apporté l'idée de l'égalité des âmes ; le féodalisme, celle de « l'équilibre des droits et des devoirs sociaux », la démocratie, l'égalité des droits. Le capitalisme refoule les instincts correspondant à ces idées et crée un « double complexe » chez l'ouvrier, l'un correspondant à la conscience d'une inégalité, l'autre compensatoire. L'opposition à une politique capitaliste est une lutte de puissance bien plus qu'une question de plus-value.

L'ouvrier réagit contre le capitalisme non parce que celui-ci le rend socialiste, mais parce qu'il garde des conceptions précapitalistes qui résistent. Le régime féodal maintenait un équilibre que le capitalisme abolit, donnant au patron un pouvoir sans limite et sans contrôle. C'est la réaction contre ce pouvoir qui donne naissance à la lutte de classes.

A ce tableau de la psychologie de la classe ouvrière européenne s'oppose l'image du prolétariat américain, qui ignore, paraît-il, la lutte de classes (p.p. 41-52). Aux Etats-Unis, il y a égalité entre le patron et l'ouvrier, et leur opposition se ramène à une lutte d'intérêts qui ne revêt pas un caractère de classe. Et cela parce que le capitalisme s'est développé dans une société encore jeune et dépourvue d'une hiérarchie sociale cristallisée. (A noter que la conception marxiste est exactement inverse : dans la société capitaliste, l'égalité formelle est réalisée partout sauf dans la fabrique où l'opposition directe entre capitaliste et salarié provoque les oppositions de classe).

La lutte de puissance entre l'ouvrier et le capitalisme serait l'essentiel de l'opposition des classes. Et c'est pourquoi le marxisme qui ramène, dit De Man, cette opposition à une lutte pour la plus-value s'est montré incapable de comprendre les tendances essentielles du prolétariat. Le refoulement de l'amour-propre qui commande les réactions affectives de l'individu donne lieu à des processus de compensation dont l'auteur offre des exemples : le sport, le cinéma servent de compensation aux instincts refoulés, et la place prépondérante qu'ils occupent dans les loisirs ouvriers montre bien que les individus cherchent un exutoire pour les satisfaire.

Mais De Man a-t-il le droit de ramener la théorie de la lutte de classes chez Marx à une lutte pour la plus-value et, d'autre part, la théorie qu'il lui substitue explique-t-elle quelque chose ? Car si elle vaut à la fois pour rendre compte de la lutte de classes et du penchant de la classe ouvrière pour le cinéma ou le sport, en définitive elle n'explique rien. Une explication trop générale ne peut satisfaire l'esprit. Il est bien évident que l'ouvrier en usine subit un refoulement de ses instincts. Cette constatation ne suffit pas pour nous faire comprendre la lutte de classes.

vers une politique opportuniste. C'est évidemment sous la pression des masses qu'Ebert a manœuvré jusqu'au dernier moment, en novembre 1918, pour éviter aux Hohenzollern la catastrophe finale !

De Man en a eu le sentiment, aussi lui serait-il bien difficile de faire admettre comme une thèse sérieusement discutable le 2<sup>e</sup> chapitre consacré à la théorie des instincts.

C'est pourquoi il essaie ensuite d'intégrer à sa théorie psychologique la conscience que possède la classe ouvrière d'être exploitée. Il s'agit pour De Man de faire voir dans la réaction de la classe ouvrière contre l'exploitation, non pas le résultat nécessaire de l'opposition de deux classes, mais la conséquence « de la réaction réciproque de l'instinct acquisitif et du sentiment d'égalité. »

L'ouvrier se révolte contre sa condition non parce qu'il est exploité mais parce que ses instincts acquisitifs subissent une limitation, parce qu'il y a une « tension » entre les désirs et les satisfactions. Outre l'exploitation, il ressent également l'oppression. L'ouvrier souffre de ne pas trouver de satisfaction dans son travail.

Il paraît que le marxisme ne tient aucun compte de cet aspect de la psychologie ouvrière. On a le droit de s'étonner d'une telle affirmation. Surtout lorsqu'on voit, deux pages plus loin, De Man reprocher à Marx l'excès inverse et de voir dans la mécanisation et la déqualification complète du travail ouvrier un aboutissement nécessaire du capitalisme.

Il faut au contraire, — déclare l'auteur, — maintenir dans la classe ouvrière le goût du travail, hérité de l'époque précapitaliste, et qui, se prolongeant jusqu'à la fin de la période capitaliste, sera la souche des nouveaux mobiles socialistes du travail. Les syndicats contribuent de plus en plus — et De Man s'en réjouit — à rétablir les conditions qui assurent la « joie du travail ». C'est eux qui ont raison contre Marx et Engels, car l'expérience psychologique prouve qu'il est impossible à un individu de poursuivre un travail dont il s'est radicalement désintéressé. Une analyse psychologique assez précise nous montre comment le travail est commandé par divers mobiles d'où résulte un équilibre entre l'automatisme et l'intérêt au travail entrepris.

En outre, et De Man voit là un argument très fort contre Marx, il ne semble pas que le capitalisme évolue d'une manière continue vers la mécanisation du travail.

À l'époque du travail à la chaîne, De Man prétend que la théorie marxiste de la déqualification correspond à une période primitive de l'industrialisation !

Il est vrai qu'il s'appuie sur l'échec du taylorisme. Il y voit la preuve que l'explication marxiste motivant toute l'évolution par les conséquences des progrès techniques est mise en défaut, puisque la résistance de la classe ouvrière a empêché la mise en application du système Taylor. C'est, paraît-il, un nouvel échec de la théorie marxiste, qui, évidemment, n'a jamais tenu compte de l'action de la classe ouvrière ! (p. p. 81-82).

D'une manière générale, le marxiste ne donne qu'une « caricature de la mentalité ouvrière réelle » et cela parce qu'il imagine que l'opposition du prolétariat au patronat est liée à la connaissance de la théorie de la plus-value. C'est ainsi du moins que De Man comprend Marx : la lutte menée par la classe ouvrière se développe parce que les ouvriers ont conscience que le patron tire son profit de leur travail et parce que Marx a donné une démonstration scientifique de ce fait.

Puisque De Man parle de caricature, n'est-t-on pas en droit de reprendre sa formule et de constater que c'est lui qui nous présente une caricature de la pensée marxiste ?

L'analyse de la situation du prolétariat conclut sur cette formule :

« En dernière analyse, l'infériorité sociale des classes laborieuses ne repose ni sur une injustice politique, ni sur un préjudice économique, mais sur un état psychique. La caractéristique essentielle de

cette infériorité est leur propre croyance en cette infériorité... La classe ouvrière est infériorisée parce qu'elle se sent infériorisée. Le contraire n'est qu'apparence » (p. 89).

Cette formule est d'autant plus étrange que les développements antérieurs ne la faisaient nullement prévoir : l'auteur montrait comment la crainte du chômage est un des traits essentiels de la mentalité ouvrière. Croit-il donc que cette crainte soit injustifiée ? Evidemment non. Elle est dans l'esprit du prolétaire le reflet des conditions nécessaires de son existence, conditions imposées par le développement de l'industrie. On comprend mal l'opposition de l'objectivité et de la subjectivité que De Man introduit : il est bien évident que le prolétaire révolté contre le patronat souffre de la situation à laquelle il est réduit. Mais sa souffrance est-elle un délire ? De Man ne le soutient certes pas. Il est donc évident que Marx n'a pas eu tort d'insister sur les conditions sociales de la production capitaliste : elles expliquent d'elles-mêmes la révolte du prolétariat. D'ailleurs, ce n'est pas au marxisme que l'on peut reprocher d'avoir sous-estimé l'importance du chômage dans le développement de la lutte de classes. Ici comme en bien d'autres endroits, De Man ne fait que suivre Marx, tout en le défigurant, et s'assure ainsi à bon compte le mérite de l'originalité.

Il pourrait cependant se passer de ces procédés, car il appuie sa théorie psychologique « du complexe d'infériorité de la classe ouvrière » de considérations qu'on ne saurait taxer de banalité : selon lui l'ouvrier ne combat le capitalisme que pour s'en approcher. En réalité, il poursuit un idéal bourgeois ; la grève est évidemment un moyen fort ingénieux de devenir un « Monsieur »... De Man croit-il sérieusement que le gréviste privé souvent de mois entiers de salaires, qui fait le coup de poing avec les jaunes ou la police, et risque parfois la prison pour une augmentation minime quand ce n'est pas simplement par solidarité, imagine qu'il se prépare ainsi un sort « bourgeois » ?

\* \* \*

De Man croit avoir découvert un « instinct d'égalité » qui rende compte à la fois de la lutte de classes et de l'orientation démocratique de la société.

La classe ouvrière est poussée par les mêmes mobiles lorsqu'elle lutte pour la démocratie et contre le capitalisme.

Le christianisme, la démocratie et le socialisme ne sont que trois formules d'une même idée. Et le socialisme n'est que l'aboutissant de l'éternelle revendication démocratique. Ici De Man se réclame, non sans motif, de Jaurès. Et il est bien certain que l'effort principal de celui-ci a été de faire la synthèse de la démocratie et du socialisme. Mais jamais il ne l'a faite en prétendant s'opposer au marxisme. Il n'a cessé de se réclamer de Marx et l'on ne comprend pas pourquoi De Man oppose la formule jauressiste : « L'État, expression d'une démocratie bourgeoise où la puissance du prolétariat grandit » « à la conception statique du marxisme » de l'État « conseil d'administration des intérêts des classes possédantes ».

Nous n'aurons pas l'outrecuidance d'inventer la pensée d'un Jaurès survivant à la guerre. Mais nous avons le droit de nous référer à la pensée de Jaurès vivant, de plus en plus proche du marxisme. Et nous ne voyons pas ce qui permet à De Man de lui attribuer une conception du socialisme où le point de vue de classe serait refoulé par la tendance démocratique.

\* \* \*

Quoi qu'il en soit, nous voyons déjà par l'examen rapide de cette première partie, en quel sens est orientée l'analyse.

En voulant combler la lacune psychologique du marxisme, De Man rend compte ou prétend rendre

compte de la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière par une notion assez simpliste, celle d'un instinct d'égalité refoulé.

Il n'explique évidemment pas comment, dans une société où il y a bien d'autres inégalités que celles qui résultent de l'opposition de la classe capitaliste à la classe ouvrière, dans une société où le sentiment du droit est continuellement violé, la seule classe révolutionnaire se trouve être la classe ouvrière. Sur ce point, il semble bien que sa doctrine présente elle aussi des lacunes et qu'un recours à Marx... à Marx si incomplet, si dépourvu du sens de la réalité... ne serait pas inutile.

\* \* \*

Il est vrai que De Man se montre assez conséquent dans les chapitres suivants : la deuxième et la troisième partie de son livre constituent évidemment un effort pour résoudre la difficulté.

L'existence d'une classe révolutionnaire n'est pas un problème pour De Man. Son livre est la négation de l'existence de cette classe : la classe ouvrière n'existe même plus comme classe, puisqu'elle a adopté les méthodes réformistes (elle les a même imposées à ses chefs) et que tout son effort réformateur la conduit à s'assimiler à la petite-bourgeoisie.

C'est même cette tendance de la classe ouvrière qui a conduit l'auteur à modifier son point de vue et à « transcender » la Révolution. Il nous indique lui-même que s'il a été conduit à fonder une doctrine nouvelle, c'est que les conclusions révolutionnaires du marxisme lui paraissaient en désaccord avec la réalité. Et ceux-là mêmes qui se réclament en principe du marxisme révolutionnaire poursuivent en fait une politique de compromis avec la bourgeoisie.

Sur ce thème, De Man fait un certain nombre de remarques parfois judicieuses et l'on pourrait croire qu'il prononce un réquisitoire contre la social-démocratie et le syndicalisme réformiste. Il montre comment les dirigeants ouvriers sont conduits insensiblement à subordonner les principes révolutionnaires à des nécessités du moment : pour conserver des avantages acquis, le mouvement ouvrier devient conservateur. A mesure que l'organisation devient plus puissante, représente une somme de sacrifices et d'efforts plus considérables, elle devient de plus en plus le centre des préoccupations des militants. Et le souci de sauver l'organisation n'a pas été étranger à la capitulation de la social-démocratie en 1914. Il y a eu « substitution de mobiles ». De Man ne manque évidemment pas l'occasion de faire intervenir son psychologisme pour interpréter l'histoire.

Il retrouve ce « déplacement de mobiles » à l'origine du social-patriotisme. Et De Man s'aperçoit bien qu'à l'époque impérialiste, de nouveaux liens se nouent entre la bourgeoisie et une partie du prolétariat, lorsque les capitalistes font bénéficier les ouvriers d'une partie des avantages qu'ils retirent de la lutte économique. Il paraît que le marxisme n'a pas tenu compte de ce phénomène. L'analyse que Lénine a donné de l'impérialisme n'a sans doute pas de valeur marxiste... Il est vrai que De Man a trouvé un moyen bien commode de ne pas discuter les travaux des marxistes communistes : les bolchéviks sont des « marxistes vulgaires ». Et De Man ne se commet qu'avec le marxisme pur, celui des social-démocrates allemands. Quant à l'œuvre de Rosa Luxemburg, il ne daigne même pas y faire allusion. De Man ne paraît pas soupçonner l'existence d'un prolétariat colonial. D'ailleurs, il s'empresse de glisser de l'analyse économique à l'analyse psychologique : le mouvement ouvrier de chaque pays adopte, pour s'exprimer, les formes de la culture nationale, en particulier la langue nationale. Il est l'héritier de la tradition historique de son pays : « Le socialisme français serait autre qu'il n'est, s'il n'y avait dans son passé 1789, 1793, 1830, 1848 et 1871. Le

socialisme belge serait différent s'il n'incorporait les traditions autonomistes et fédéralistes propres à une nation dont la civilisation s'est affirmée du temps des communes et du gouvernement régional, et qui ne forme un Etat que depuis moins d'un siècle... ».

La classe ouvrière en se développant s'assimile la culture nationale et participe de cette culture.

Cela est bien évident ; qui a jamais songé à nier l'originalité profonde du mouvement ouvrier français ou britannique ? Personne. Et personne, à part quelques « bolchévisateurs » forcenés, ne songe à la détruire. Ce sont des éléments de la vitalité du prolétariat ; et De Man a raison de marquer ces traits spéciaux à chaque nation. C'est d'ailleurs, disons-le en passant, des analyses de ce genre qui font le mérite de son livre, œuvre de détail et qui vaut par le détail.

Mais ces phénomènes n'ont rien de commun avec le social-patriotisme : en France, les syndicalistes révolutionnaires, forces spirituelles ouvrières sans doute les plus « françaises », ont opposé au chauvinisme la résistance la plus entière.

D'ailleurs, De Man est bien obligé, pour étayer sa conclusion sur ce point, de revenir à l'analyse économique : il montre comment le socialisme s'emparant de l'Etat ne pourrait faire abstraction des besoins nationaux de l'économie. Et là, il montre avec lucidité la menace que constitue pour la paix le développement du socialisme national. Mais on comprend mal la satisfaction qu'il en éprouve, car il se dit citoyen du monde, et pacifiste convaincu, pacifiste sans condition. S'il admet — et il l'admet — que le réformisme et le social-patriotisme ne sont que deux aspects d'une même tendance, deux rameaux d'une même pousse, pourquoi ce « citoyen du monde » se rallie-t-il à ce réformisme qui implique la solidarité du mouvement ouvrier avec l'impérialisme guerrier de chaque nation ?

\* \* \*

Les contradictions où s'égare De Man à la fin de la troisième partie, au moment où il va passer à la critique théorique du marxisme, contradictions dont nous croyons avoir relevé les plus caractéristiques, suffiraient sans doute à prouver l'échec de la nouvelle doctrine (si doctrine il y a).

Nous pourrions signaler bien d'autres points où ses théories conduisent aux mêmes impasses.

On voit la cause essentielle de son échec : tout son livre est un effort pour dissocier le socialisme et le prolétariat, pour établir que l'action du prolétariat ne conduit pas nécessairement au socialisme, et d'autre part que le socialisme n'est pas essentiellement l'idéal du prolétariat, qu'il correspond à une tendance éternelle de l'homme, qu'il peut être (chapitre VI) l'idéologie de certains individus isolés mais aussi l'idéal d'une classe non-prolétarienne, les intellectuels par exemple (chapitre VIII).

Ainsi le mouvement ouvrier n'est pas nécessairement socialiste ; le socialisme n'est pas nécessairement ouvrier. Ces deux propositions, que De Man s' imagine avoir prouvées, signifient à ses yeux la faillite du marxisme.

\* \* \*

Nous n'insisterons pas plus longtemps sur les faiblesses de cette thèse historique. Nous croyons plus essentiel d'examiner la critique de la philosophie marxiste.

Ici, on constate la faiblesse fondamentale. De Man présente une image de la pensée marxiste tellement fautive qu'il suffirait, semble-t-il, de reproduire quelques-unes de ses interprétations pour vider le débat. D'ailleurs, il est difficile de discuter sérieusement avec un auteur qui fait la critique d'une doctrine sans jamais se référer aux textes.

On trouve des affirmations au moins bizarres sur le compte de Marx. Il est surprenant de voir un auteur qui a consacré une partie de sa vie à étudier

Marx, accuser son maître de développer sa pensée dans les cadres du réalisme conceptuel, et de n'avoir aucune conscience du caractère dynamique de la réalité.

Devant une telle aberration, il suffira de signaler les principales querelles que fait De Man au fondateur du socialisme scientifique et d'exposer simplement les thèmes correspondants de la pensée marxiste, évidemment simple esquisse d'un tel travail, en choisissant quelques cas typiques.

La pensée marxiste serait une pensée essentiellement rationaliste, au sens étroit du mot, fondée sur une logique conceptuelle abstraite, s'opposant radicalement à toute conception fondée sur l'expérience et la perception. Par suite, elle est liée à un système de mots, à une terminologie conventionnelle, et la dialectique n'est qu'un jeu verbal, employant des termes conventionnellement définis et avec lesquels, une définition étant admise, on peut arriver à la conclusion arbitraire que l'on veut atteindre. Pour De Man, la raison se confond avec la logique, et la logique se réduit à l'analyse des formes du langage : « La pensée rationnelle ou logique est la forme particulière de notre connaissance qui a pour objet, non les phénomènes, mais les mots. »

Le marxisme fabrique des théories avec des concepts abstraits, à savoir les catégories qui permettent, sans recourir à l'expérience, de déduire un ordre de causalité. Il tombe ainsi dans le « réalisme conceptuel », c'est-à-dire qu'il substitue des mots qu'il a créés à des choses qu'il ne connaît pas ou qu'il connaît mal.

Ainsi aurait procédé Marx et c'est par sa méthode qu'il serait arrivé à sa théorie de la détermination de la superstructure par l'infrastructure. Ainsi aurait-il réussi à ramener tous les phénomènes historiques à une seule série causale, et à appliquer à la réalité historique les principes qu'on utilise en mécanique, et cela pour se permettre des prévisions politiques (p. p. 284-286).

Marx, en procédant ainsi, se serait montré l'opposé d'un véritable historien : celui-ci, pour expliquer un phénomène historique, fait appel à tous les éléments d'explication : « les systèmes de gouvernements, les conditions juridiques, la situation militaire, les forces sociales en présence, la politique douanière, etc. » (p. 285). La méthode marxiste, paraît-il, l'interdit !

Ainsi en s'éloignant de l'expérience, en se retranchant derrière des définitions abstraites et des déductions logiques, Marx, bon disciple de Hegel, fait tourner à vide la machine dialectique et peut se permettre toutes les conclusions philosophiques et politiques que sa fantaisie lui suggère.

Pour constituer la science sociale, Marx a pris modèle sur les sciences qui traitent de la matière ; il matérialise les catégories de manière à ramener tous les faits de la vie humaine à des rapports quantitativement mesurables d'une substance unique en mouvement.

En un mot, la sociologie marxiste qui traite des phénomènes psychiques s'efforce de les ramener à des phénomènes mécaniques, afin d'éliminer la finalité. Par suite, Marx ne saurait nous donner l'intelligence de l'histoire (p. 293). En combinant la dialectique hegelienne et les principes de la causalité mécanique et en les appliquant aux phénomènes sociaux, il arrive à une construction comme celle qui fait correspondre le couple bourgeoisie-prolétariat au couple capitalisme-socialisme, en sorte que la substitution du prolétariat à la bourgeoisie entraîne automatiquement celle du socialisme au capitalisme. Les réalités correspondant aux antinomies hegelienues dont Marx fait usage se posent comme telles. En sorte que le passage de la thèse à l'antithèse résulte de l'opposition de deux forces qui n'ont rien de commun. La révolution sociale « découle de l'incompatibilité logi-

que de deux concepts antagonistes qui restent identiques à eux-mêmes jusqu'à ce que l'un prenne le dessus sur l'autre et annihile son mouvement. Jusqu'à cette solution finale, rien n'est changé au contenu conceptuel des deux catégories » (p. 294).

On conçoit que De Man fasse la critique du « rationalisme » marxiste. Si telles étaient la logique et la théorie de Marx, on comprendrait mal qu'en plein *xx*<sup>e</sup> siècle il garde encore, même sur des esprits cultivés, une influence si profonde.

Malheureusement ou heureusement, De Man est incapable de citer aucun texte à l'appui de son interprétation. Il n'a pas vu que ce qui a fait le prestige et la fécondité de la méthode marxiste, c'est qu'elle était en avance et de beaucoup sur la conception de la science et du monde dominant au milieu du *xix*<sup>e</sup> siècle. De Man a cru que Marx n'avait fait que refléter les conceptions évolutionnistes. Or, ce qui fait la valeur de l'œuvre de Marx, c'est que grâce à la dialectique de Hegel, grâce à Feuerbach, et grâce à sa connaissance de l'histoire en général et du mouvement ouvrier moderne en particulier, il a su intégrer les conceptions évolutionnistes à une vue de l'univers plus profonde et plus juste selon nous.

Pas plus que le socialisme de Marx n'est scientifique parce qu'il serait calqué sur la conception de la science de Darwin et des évolutionnistes, le matérialisme historique n'est un matérialisme parce qu'il voudrait assimiler les faits psychiques à des faits matériels. Ici nous sommes obligés de répéter des vérités premières. Marx n'a jamais imaginé que l'homme fût déterminé automatiquement par des conditions économiques. Comment aurait-il conçu pareille absurdité ? L'histoire et la société sont des réalités humaines. C'est l'homme qui fait l'histoire, *son* histoire. Et il est bien évident que les marxistes n'ont jamais dit autre chose lorsqu'ils ont admis comme fondement de l'histoire les conditions de production. Celles-ci résultent des progrès techniques qui sont liés eux-mêmes aux inventions humaines, à l'activité de l'homme. Les nécessités de la production s'imposent à l'homme, mais c'est l'homme qui se donne cette nécessité en produisant, en fabriquant les outils qui rendent possible la production (1).

Aussi voit-on avec stupeur Marx accusé d'avoir négligé l'aspect volontaire de la psychologie humaine, de s'être tenu à un rationalisme abstrait.

L'originalité du matérialisme dialectique, c'est justement d'avoir montré que nous n'enregistrons pas passivement les perceptions et les sensations comme l'imaginaient les matérialistes du *xviii*<sup>e</sup> siècle, issus de l'empirisme anglais. Marx a vu, bien avant les psychologues modernes, que la perception était un produit de l'activité. Faut-il rappeler une fois encore les notes sur Feuerbach, où sont réunies les intuitions essentielles de la philosophie marxiste ? Oublie-t-on la première critique que Marx adresse au matérialisme :

« Le défaut capital de tout matérialisme jusqu'ici — y compris celui de Feuerbach — est qu'il ne conçoit les choses, la réalité, le monde sensible, que sous la forme de l'objet ou de la perception, et non subjectivement comme *activité humaine matérielle*, comme *pratique*, non subjectivement. » (Première note sur Feuerbach).

Marx ne saurait donc être accusé d'avoir voulu ramener la psychologie à une mécanique. Et le fait qu'il ait analysé la production pour rendre compte du développement de la société est la meilleure preuve

(1) « La doctrine matérialiste que les hommes sont les produits des circonstances et de l'éducation, que, par conséquent, des hommes changés sont les produits de circonstances autres et d'une éducation différente, oublie que ce sont précisément les hommes qui changent les circonstances et que l'éducateur doit lui-même être éduqué », (Notes sur Feuerbach).

qu'il ne réduit pas l'être humain à une résultante de forces composantes. La production, c'est par définition ce que l'humanité produit. L'analyse de la production c'est l'analyse de l'œuvre que réalise la société humaine.

Marx n'a pas rédigé de manuel de psychologie. Mais la psychologie qui se dégage de son œuvre est essentiellement dynamique. Et l'on voudrait savoir sur quels textes de Marx est fondée l'interprétation statique de De Man.

Le matérialisme dialectique n'implique nullement une psychologie qui réduirait l'être humain à n'être qu'un réceptacle passif. Et si De Man a fait ce contre-sens, c'est qu'il se trompe sur la conception marxiste de la causalité. Marx est accusé d'avoir voulu appliquer la causalité des sciences physiques à la science sociale, d'avoir traité comme des quantités matérielles ce qui ne saurait être mesuré. Or, il est bien certain au contraire que Marx a eu le sentiment très net de l'originalité des phénomènes sociaux, et que la méthode qu'il leur applique leur était destinée spécialement. La pensée marxiste s'efforce de rendre compte de la diversité et des transformations incessantes de la vie sociale. Bien loin d'essayer d'unifier tous les phénomènes sur un même plan, il fait apparaître les transformations perpétuelles du devenir social. Les oppositions dialectiques sont l'expression de cet effort. Elles apparaissent à De Man comme le résultat d'une conception mécaniste. Marx nous fait voir l'enchaînement des phénomènes sous un tout autre jour : la relation de la thèse et de l'antithèse, ce n'est pas l'opposition de deux masses matérielles qui se heurtent. On sait bien ce que Marx a voulu montrer : il a voulu faire voir comment certaines formes sociales en se développant donnent naissance à des phénomènes nouveaux, irréductibles, qui croissent tout d'abord au sein même du milieu, jusqu'à atteindre un certain degré de maturité ; alors, mais alors seulement, l'opposition se fait jour. La bourgeoisie en s'accroissant donne naissance au prolétariat. Le prolétariat n'est d'abord qu'un élément de la société bourgeoise, jusqu'au jour où il s'affirme, où il n'est plus conciliable avec cette société. Le matérialisme historique nous fait comprendre que la société puisse se transformer, ce dont ne pourrait rendre compte une conception mécaniste. Ce qui caractérise l'évolution sociale, c'est, comme l'a montré si clairement Plekhanov, que l'accumulation des changements « quantitatifs » insensibles finit par faire place à des changements « qualitatifs ». L'histoire est remplie de changements brusques, d'événements révolutionnaires dont on ne saurait rendre compte si l'on transpose sans modification la doctrine évolutionniste des sciences naturelles. Le mérite de Marx, et ce qui prouve l'injustice des critiques de De Man, c'est qu'il a bien vu que le devenir social ne peut s'expliquer par des transformations graduelles ; qu'il ne suffit pas d'une addition arithmétique d'éléments pour comprendre l'histoire, ainsi d'ailleurs que la nature.

Toute la pensée marxiste est un effort pour rendre compte du *devenir*, et ce n'est évidemment pas en lui appliquant les procédés mécaniques de la logique formelle qu'il y aurait réussi. On se demande par quelle aberration De Man a fait du légitime héritier d'Héraclite un éléate !

Cela tient à ce qu'il n'a pas compris la méthode de Marx. Il croit que celui-ci raisonne en opposant des concepts fixes, sans tenir compte des faits ; le capitalisme est défini une fois pour toutes ; et De Man montre qu'il n'y a pas un capitalisme mais des formes successives, qui se remplacent, et qu'à un mot unique correspondent des phénomènes différents.

Est-ce à Marx que cette leçon est adressée ? Marx a-t-il attendu De Man pour décrire les formes successives du capitalisme, leur origine marchande, la période de la coopération, puis celle de la manufacture, enfin celle de la grande industrie ? De même que

*Manifeste communiste* ne montre-t-il pas les étapes correspondantes par lesquelles passe le prolétariat ?

La méthode dialectique n'est pas un jeu d'abstractions logiques. Marx a eu conscience du rôle de l'expérience. Comme l'a dit justement Labriola, son matérialisme est essentiellement un « expérimentalisme ».

C'est parce que De Man s'est imaginé que Marx faisait dériver automatiquement toute la réalité d'une série causale unique qu'il n'a pas compris le caractère expérimental de la méthode marxiste. La méthode marxiste aboutit au contraire à la synthèse de tous les facteurs historiques. Et si comme le veut De Man, l'historien véritable fait appel à tous les éléments d'explication, Marx est l'historien-type. Il a eu la conscience la plus nette de l'entrecroisement des causes et des effets historiques. Ce qui est d'abord un effet devient cause à son tour.

La production conditionne l'idéologie. Mais l'idéologie une fois constituée conditionne à son tour des processus ultérieurs. Cela est trop évident et trop connu pour qu'on y insiste. Faut-il rappeler qu'il y a chez Marx une théorie de la lutte des classes, qui tient au moins autant de place, comme principe d'explication, que celle de la relation de l'« infrastructure » à la « superstructure » ?

Ce qui fait la puissance de l'interprétation marxiste de l'histoire, c'est qu'elle fait intervenir concurremment l'explication économique et la théorie des classes.

Ainsi le matérialisme historique peut être considéré comme l'effort le plus profond pour atteindre à l'intelligence complète de l'histoire. Et cela parce qu'il s'appuie sur une méthode en harmonie avec la nature de l'esprit humain et avec la connaissance que nous avons de l'univers. La méthode marxiste est destinée à rendre compte non des choses mortes, figées définitivement, auxquelles pourraient convenir des concepts fixes, mais à comprendre le devenir. En ce sens elle est valable aussi bien pour étudier la nature que la société humaine. La philosophie marxiste est une philosophie du devenir. Or, la méthode et la logique que lui attribue De Man sont celles d'une philosophie de l'être. De Man annonce qu'il va étudier Marx et on croirait qu'il parle d'Aristote !

Aussi a-t-on parfois l'impression qu'il a senti son égarement. Certains passages sont caractéristiques. Il finit par dire que c'est aux marxistes et non à Marx lui-même qu'il s'en prend. Le malheur, c'est qu'il a discuté Marx directement pendant tous les chapitres qui précèdent. Il avoue même que les théories de Marx ne sont après tout peut-être pas fausses, mais qu'elles sont cependant sans valeur... parce qu'elles ne peuvent plus nous intéresser (p. p. 345-348).

Il est possible que Marx n'intéresse plus Henri De Man. Tout ce que nous souhaitons, c'est que ceux qui s'intéressent à Marx n'aillent pas chercher leurs informations dans les livres du socialiste belge. Ils y trouveraient sur le compte de l'auteur du *Capital* d'étranges affirmations. Marx doit être classé parmi les utopistes ! Marx croyait que la Révolution donnerait « le bonheur » à l'humanité ! Marx croyait à la nécessité historique absolue, à la Révolution inéluctable !

Sur tous ces points, on s'aperçoit d'ailleurs bien vite que De Man se contente de faire du neuf avec du vieux. Bernstein avait déjà fait au marxisme des querelles analogues, nous avait déjà donné la caricature fataliste du marxisme. Il reprochait à Marx et à Engels de subordonner tout le développement de la société aux causes économiques, de ne pas tenir compte de la volonté humaine, du sentiment du droit, etc... !

Il faudrait un volume pour remettre au point toutes les erreurs de « *Au delà du marxisme* ».

Nous croyons d'ailleurs que sur bien des points, la réfutation est déjà faite. En se reportant aux livres

où Plekhanov et Kautsky ont rectifié les fausses interprétations de Marx, on sera, croyons-nous, solidement armé contre De Man qui, en définitive, n'apporte pas grand-chose de nouveau et dont la prétendue supériorité tient à ce qu'il a considéré Marx d'un regard myope, à ce qu'il n'a vu en lui qu'un économiste exclusif alors que l'œuvre de Marx possède un fondement philosophique qu'il faut considérer en premier lieu si l'on veut comprendre ou réfuter sa doctrine.

L'impuissance de l'auteur à prendre en faute la doctrine de Marx nous dispense d'analyser la sienne, puisqu'il ne l'a développée que parce qu'il a cru à la faillite de Marx.

Contentons-nous de faire remarquer ce qu'il y a de profondément réactionnaire, de nettement contre-révolutionnaire dans cette philosophie du réformisme.

Bien que De Man se défende contre les accusations d'aristocratie lancées par Vandervelde, il ne peut s'empêcher d'opposer l'intellectuel conscient à la masse dominée par de grossiers symboles effectifs et qui nourrit à l'égard des chefs révolutionnaires des sentiments de négres de l'Afrique centrale pour leur sorcier !

Remarquons enfin une orientation marquée vers le christianisme. De Man est tout près d'une interprétation chrétienne du socialisme (1). Aussi l'on comprend l'ambiguïté de son attitude et comment il peut accepter la politique réformiste tout en conservant une sentimentalité révolutionnaire. Il y a un

monde idéal de la justice et de l'égalité dans lequel nous ne pénétrons jamais, mais qui nous donne le droit de légiférer en ce monde petit-bourgeois, ce monde sans beauté. « La foi en l'avenir n'est plus qu'un élément psychologique de l'action présente ». C'est ainsi que De Man combine son sentiment révolutionnaire et la pratique réformiste.

Le meilleur moyen de combattre la révolution sans heurter le sentiment révolutionnaire des masses, c'est de la placer sur un plan transcendant. C'est ce qu'a bien compris l'Eglise catholique. De Man paraît s'en être aperçu.

C'est pourquoi on peut dire que le livre d'Henri De Man vient à son heure. En donnant une idéologie au réformisme, il en accuse le caractère contre-révolutionnaire. Alors que les chefs syndicalistes célèbrent les avantages de la collaboration de classe, il n'est pas mauvais qu'un écrivain socialiste nous offre le spectacle assez cocasse de condamner Marx au nom de la science, et lui reproche d'avoir donné naissance à un mouvement réformiste petit-bourgeois pour conclure en renonçant à la fois et à la révolution et à la science... par un « credo », par un acte de foi chrétien et pragmatiste en même temps, qui laisse le lecteur naïf sans illusion comme sans espoir sur l'avenir du mouvement révolutionnaire ouvrier.

Mars 1928.

PIERRE KAN.

(1) Citons en particulier cette proposition monstrueuse : « Le socialisme, c'est la condamnation de la moralité régnante au nom de la morale générale, ou encore, si l'on n'a pas peur des mots, la condamnation du capitalisme au nom du christianisme ».

## Entre nous

Ce n° double aurait dû paraître en Mai. Il sort avec trois mois de retard. Le terrain gagné par les n° précédents est de nouveau perdu. Nous voici plus en retard que jamais.

Ce ne sont pourtant ni la bonne volonté, ni la volonté qui nous manquent, mais d'abord les fonds, puis l'aide pratique des camarades, et enfin les forces physiques du rédacteur principal — qui n'a plus vingt ans et se débat dans les difficultés de l'existence matérielle.

Tout cela n'aura qu'un temps et nous connaissons de meilleurs jours. Pour l'heure, le présent est pénible. Nous ne le supportons que grâce au sentiment du devoir communiste accompli. Nous nous en tirons aussi, il est vrai, avec l'aide de deux camarades qui ont soulagé Souvarine d'une partie de la besogne.

C'est Charles Rosen, qui a pris en mains l'administration : fiches, comptes, correspondance. (Auparavant, Marcel Hasfeld avait bien voulu nous décharger de l'expédition). C'est L. Marin qui, depuis quatre mois, remplace Souvarine à notre cercle d'études. Ainsi, le travail ne retombe plus exclusivement sur le même et se trouve facilité.

Nous allons faire effort pour sortir bientôt un nouveau double-numéro. Grâce à Rosen, qui a relancé les abonnés avec une circulaire, près de 1.500 francs sont venus renflouer la barque. Le groupe ami de Lyon et les camarades belges nous ont aidés aussi. Plusieurs abonnements de soutien nous sont venus. Cependant, la souscription n'avance pas vite. Nous n'avons payé que tout récemment le tract sur les déportations. Et nous traînons la dette contractée lors des élections. Les vacances, là-dessus, ont dispersé pour quelques semaines une partie de notre maigre effectif. Il va s'agir d'en mettre un coup à la rentrée.

Nous avons bien des choses à dire aux camarades fidèles qui nous encouragent et nous soutiennent. Mais

par où commencer ? Comment répondre à toutes les questions, à toutes les lettres ? Nous ne sommes pas fonctionnaires d'organisation, nous disposons d'autant moins de temps que nous en avons sacrifié sans compter dans le passé pour notre mouvement aujourd'hui en perdition. En attendant une nouvelle époque, où la renaissance du communisme soit possible, il faut se résigner à ne satisfaire qu'au minimum d'exigences assurant le clignotement de notre veilleuse.

Car la pensée communiste est en veilleuse ; nous l'avons dit il y a quatre ans et tout le confirme. Ce sera très beau d'entretenir, dans la nuit de la bolchévisation, une petite lueur vacillante. Nous travaillons dans l'attente d'une génération nouvelle, — la nôtre, celle de la guerre, ayant montré ce qu'elle pouvait donner. Nous ne pouvons aspirer qu'à un rôle de transmission de l'héritage de culture révolutionnaire légué par les générations antérieures et enrichi des expériences de la guerre de 1914-1918 et des révolutions contemporaines. Cent fois, nous avons exprimé cette idée à des camarades qui ne trouvaient rien à objecter. C'est pourquoi nous essayons avant tout de renouer le fil rompu de la tradition marxiste vivifiante, évitant de perdre notre temps à suivre les acteurs de la politique communiste ou socialiste officielle dans l'exercice de leurs cuisines.

Des camarades nous ont parlé de « faire de l'action » (*sic*). Mais laquelle ? Nous n'avons pas à nous substituer au prolétariat quand celui-ci se révèle historiquement incapable d'agir. Le mouvement réel ne dépend pas de nous. Ce qui dépend de nous, c'est de penser, d'étudier, de nous préparer à mieux servir la classe ouvrière, et, bien entendu, d'extérioriser notre travail. Nous le faisons, dans la mesure de nos forces. Que cela soit insuffisant, nous le savons mieux que quiconque. Mais le constater ne résout pas le problème. D'autres camarades attendent des « mots d'ordre » pour « les ouvriers ». On dirait, à les en croire, que le prolétariat est sur terre pour obéir à des mots d'ordre fabriqués par quelques individus prédestinés. C'est peut-être la conception léniniste. Mais ce n'est sûrement pas un point de vue marxiste. En tout cas, qu'on ne compte pas sur nous pour cela. L'émancipation des tra-

vailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes : cette phrase n'est pas pour nous une ritournelle mais une vérité pleine de sens. Nous n'avons à donner ni ordres, ni contre-ordres, ni mots d'ordre. Notre rôle est de servir avec désintéressement les exploités et les opprimés, de donner à ceux qui en veulent des raisons, des opinions et des conseils fondés sur les sciences sociales. Le jour où le prolétariat demandera autre chose, on le saura.

Certains nous invitent à publier un journal, d'autres nous incitent à fonder une vraie revue. Il y a des arguments irréfutables pour justifier les deux conceptions. Il ne manque que les moyens de réaliser l'une ou l'autre, pour ne pas parler des deux à la fois. Cela ne dépend pas que de nous. Que chacun fasse son examen de conscience et se demande s'il a donné son maximum à notre mouvement d'idées. Tant que l'on n'aura pas rassemblé l'équipe et les ressources, il faudra se contenter du petit *Bulletin* irrégulier.

On nous demande ce qu'est devenue la chronique des lettres de lecteurs. C'est bien simple : nous n'avons reçu que des lettres élogieuses et étions gênés de les publier. Mais si nos amis y tiennent, nous en reproduirons quelques-unes. Nous préférons, pourtant, qu'on nous critique en faisant valoir des arguments. Mais il semble qu'on ait le choix entre les compliments et les insultes. Belle époque ! Soyons justes, cependant. Nous avons dans nos tiroirs quelques lettres d'approbation dûment motivées, prouvant qu'il existe encore en France et ailleurs des cerveaux communistes qui pensent. On en jugera bientôt car la rubrique sera rouverte, au grand dam de notre modestie.

On nous rappelle nos promesses écrites ou verbales : question chinoise, émeute viennoise, affaire du Donetz, programme de l'Internationale, affaires russes, point d'interrogation de Thermidor, rapports entre socialistes et communistes, etc. Oui, oui, oui. Nous ferons ce que nous pourrons. Nous n'oublions rien. Mais nous avons nos raisons en choisissant l'ordre des thèmes. Parfois, nous ne choisissons pas. Nous nous en expliquerons clairement, à la plus prochaine occasion. Déjà, la place manque dans ce numéro. C'est toujours le même refrain parce que c'est toujours la même chanson.

Un exemple : en écrivant l'article sur le dernier anniversaire de la révolution d'Octobre, notre rédacteur avait l'intention d'élucider le parallèle historique avec Thermidor, dont nos camarades russes abusent. Il s'est mis à l'ouvrage en ébauchant d'abord un tableau de l'état de choses actuel en Russie et une analyse du conflit communiste interne. A la huitième page, il a fallu tourner court avant même d'aborder le vrai thème à traiter. (C'est l'article : *Octobre noir*). Il y faudrait un volume. Plusieurs camarades nous ont précisément fait observer, sans se donner le mot, que dans *Octobre noir*, il y avait la trame d'un livre à écrire sur la Révolution russe ; Vandervelde, dans le *Peuple* de Bruxelles, a écrit quelque chose d'analogue, évidemment en tout désintéressement et sans intention de louer ou de nuire. C'est possible, mais pour composer un livre, il faut du temps, de l'argent, et un éditeur, c'est-à-dire exactement ce qui nous manque. Et cela nous manquera tant qu'il ne se trouvera pas quelques jeunes pour nous décharger d'une partie de la tâche.

Nous avons dû laisser au marbre, à regret, un article de Primus sur la *Question du Parti* rendu particulièrement actuel par la brochure de Loriot (dont nous nous proposons de rendre compte dès que possible). Egalement il a fallu conserver dans nos tiroirs un article sur *La crise communiste en France*, écrit depuis bientôt six mois, et qu'il faudra peut-être actualiser. L'article de Pierre Kaan, remis à la rédaction depuis cinq mois, ne doit rien aux articles publiés postérieurement, notamment à celui de Kautsky ; cela devait être souligné.

Quant aux questions russes, nous ne pouvions leur consacrer tous les numéros du *Bulletin*, quelque intérêt que nos amis leur portent. Mais elles ne perdent rien pour attendre et l'on peut compter que nous leur consacrerons encore une large place.

## Librairie du Travail

96, Quai de Jemmapes, PARIS (X<sup>e</sup>)

Chèque Postal : 43-08

Téléph. : Combat 08-02

ROBERT LOUZON

### L'économie capitaliste

(Principes d'économie politique)

Un volume, in-16 carré..... 6 fr.

VICTOR SERGE

### Les Coulisses

d'une

### Sûreté Générale

Une forte brochure..... 4 fr.

MAX EASTMAN

### Depuis la mort de Lénine

Un volume..... 7 fr. 50

### TOUS LES LIVRES :

Sciences sociales et politiques — Histoire  
Philosophie — Economie politique — Droit.  
Socialisme — Communisme — Anarchisme  
Littérature — Sciences — Technique

Conditions spéciales aux organisations ouvrières

Demander les catalogues (Envoi franco)

## Bibliographie

Nous avons reçu :

GEORGES BOURGIN : Les premières journées de la Commune (Paris, Librairie Hachette).

LOUIS PAUL : La Cité (*Les Humbles*).

ARMAND CHARPENTIER : L'U.R.S.S. et le désarmement (*André Delpeuch, Editeur*, Paris).

EDOUARD DEJARDIN : Demain, ici, ainsi, la Révolution (*Edition des Cahiers Idéalistes, Librairie André Delpeuch*, Paris).

ALEXANDRE ZÉVAËS : Ombres et silhouettes, Notes et souvenirs d'un militant (*Editions Anquetil*, Paris).

GEORGES BOURGIN, J. CARRÈRE, A. GUÉRIN : Manuel des Partis politiques en France (*Editions Rieder*, Paris).

LÉON TROTSKY : Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? (*Librairie du Travail*, 93, Quai de Jemmapes Paris).

BENJAMIN R. TUCKER : Ce que sont les anarchistes-individualistes (*L'en dehors*, Orléans).

\*\*\* Que veut l'opposition du Parti bolchévique russe ? Que veut le groupe d'opposition du Parti Communiste Belge ? (Bruxelles).

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE MADELAINE & RAYNARD  
La Roche-sur-Yon (Vendée)